

Keynes et le don dans le système économique international

Mario Cedrini

Doctoral Programme in Economics of Complexity and Creativity
Department of Economics « Cagnetti de Martiis »
University of Turin
Via Po 53, I-10124 Torino, Italy
mario.cedrini@unito.it

Montréal, 7 Juin 2006*

Abstract

Selon Robert Skidelsky, l'activité de John Maynard Keynes en tant que négociateur international visait, en premier lieu, à la défense de la cause britannique (*Fighting for Britain*). Dans sa dernière bataille, celle de l'*American Loan* (fin 1945), Keynes aurait perdu à cause du changement de la *leadership* mondiale, ainsi que de l'accent erronément mis sur l'aspect morale de la justice et de la redistribution des coûts de la guerre. Dans cet article, on voudrait démontrer que l'*American Gift* demandé par Keynes relevait de la stratégie qu'il avait élaborée (dans son projet pour l'International Currency Union) pour le système international de l'avenir. Cette dernière refusée par les Américains, dans l'accord de Bretton Woods, Keynes proposera une relation de don imprégnée de l'esprit des règles du système international qu'il aurait voulu créer. On tracera ici d'abord l'histoire de l'activité diplomatique de Keynes consacrée à la tentative d'amorcer l'intervention américaine en Europe, depuis le premier après-guerre, pour contribuer à la relance économique du continent. On indiquera ainsi les critiques de Keynes au *business character* de l'assistance américaine et au refus de Washington de s'adapter aux règles du jeu international ou de le conduire en tant que leader. Après avoir étudié comme expliqué l'épisode de l'*American Loan*, on essayera en conclusion de dessiner les éléments du "don keynésien", afin d'en apprécier les implications éventuelles pour l'amélioration des relations internationales futures.

* Le document qui suit a été conçu comme un contre-don pour le don que j'ai reçu de la part du Département des sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal, qui m'a accueilli durant la période mars-juin 2006. Je voudrais remercier son directeur, Robert Leonard, et Gilles Dostaler, pour les possibilités qu'ils m'ont offertes de poursuivre mon travail à l'UQAM, pour leur disponibilité et cordialité. Je tiens à remercier aussi Stéphane Pallage, Cyrille Ferraton, Samuel Danthine et Bernard Élie, pour avoir facilité mon séjour à l'UQAM avec leur amitié. Les pages suivantes contiennent tout simplement une esquisse de la recherche, ou bien les directions que j'ai suivies jusqu'à présent et que je vais ultérieurement développer dans les prochains mois, et pour cette raison le document n'est qu'un work in progress. Des commentaires seront bien accueillis.

1. Keynes, le négociateur international: Fighting for Britain?

Le troisième volume de la biographie de Keynes par Robert Skidelsky [2000] nous offre une vision de l'activité de l'économiste en tant que négociateur international, pendant la deuxième guerre mondiale, fondée sur la défense de la cause britannique. En expliquant le choix du titre, Skidelsky affirme: «this book was really about [...] Keynes's part in Britain's struggle for survival. This is a story, above all else, about Keynes's patriotism» [Skidelsky, 2000; p. xv]. Keynes aurait donc conduit un combat sur le plan financier et économique pour empêcher le déclassement de la Grande-Bretagne au rang de puissance de second ordre, un souci qui n'était pas partagé par les États-Unis dans la formation du nouveau panorama des relations internationales. Selon Skidelsky, Le plan de Keynes contenait des erreurs, et en particulier «he masterminded for the Anglo-American loan negotiation of 1945. He persuaded himself, against all the evidence, that he could obtain a large gift from the United States to cover Britain's temporary post-war balance of payments deficit, without any unacceptable strings. [...] As a negotiator on this occasion, and in other Anglo-American negotiations, Keynes was fallible. It was as an advocate that he was supreme» [Skidelsky, 2000; p. xvi]. Si en introduisant de manière générale son dernier travail biographique Skidelsky admet que Keynes a perdu sa bataille sur l'*American Loan* pour les choix politiques (et donc pour le pouvoir) des États-Unis, néanmoins il le critique pour l'élaboration d'une stratégie, dans son mémorandum *Overseas Financial Arrangements in Stage III*, fondée sur la morale plutôt que sur des arguments étroitement économiques et financiers, ou encore sur la *power politics*. «The coherence of his memorandum lay in the realm of morals rather than finance. Keynes was using Justice in its classic Aristotelian sense of just desert [...] His categories were ultimately moral, not power political. But, if morality was not just a cloak for self-interest, it was certainly a vehicle for illusion. The hope for gifts to rescue Britain from the consequences of policy had become by 1945 a necessary illusion – the only way of averting the eyes of British policymakers from the truth that in fighting a “just” war Britain had lost its position as a Great Power» [Skidelsky, 2000; p. 384].

L'accent mis sur le passé aurait donc conduit Keynes à l'échec. Selon Skidelsky, la faillite de Keynes est due au manque d'une menace retenue vraisemblable par les Américaines («to withdraw from all its military responsibilities in Europe and the Middle East and leave the United States to pick up all the pieces» [Skidelsky, 2000; p. 386]). À notre avis la thèse de Skidelsky, bien que soutenue par son immense travail historique, risque de transmettre une image simplifiée de la vision keynésienne. Ou bien il est nécessaire d'ajouter, à côté de cette critique d'ordre étroitement politique, une appréciation qui, en risquant de transcender au moins en partie le déroulement des faits historiques qui suivront à la demande d'un don aux Américaines, peut restituer à la stratégie keynésienne une cohérence forte avec sa vision des relations économiques internationales. Il ne s'agit pas de douter de l'échec “obligé” keynésien: comme l'a souligné Marcello De Cecco [1977], Keynes avait essayé d'élaborer un plan, entre 1941 et 1944, pour la création d'une ambiance économique international qui pouvait aider la Grande-Bretagne à s'adapter à la perte de la *leadership*. Tout simplement, la proposition de recréer un système de paiements internationaux “Ricardien”, avec la liquidité fournie par la ICU au lieu du *specie flow mechanism*, prévoyant un control étroit des mouvements des capitaux, «was [...] a losing battle. The Americans were not interested» [De Cecco, 1977 ; p. 23]. Toutefois l'épisode du don, qui acquiert le caractère symbolique de la faillite keynésien, ne semble pas être tout simplement la ressource de dernière instance dans les mains d'un Keynes découragé et à la fin disposé à reconnaître les règles de la *Pax Americana*.

Le don de Keynes pour le système économique international s'incarne tout d'abord dans la vision vraiment générale qu'il a offerte à plusieurs reprises, dans ses écrits ainsi que dans son activité de diplomate pendant les deux guerres. Les idées de Keynes en ce domaine étaient au service de la construction d'un ordre international qui pouvait obtenir un consensus universel, promu par ses effets de stabilité et par l'indication de règles partagées par tous les acteurs du système. Il est peut-être significatif, à cet égard, que l'expression "règles du jeu" pour les mécanismes du *gold standard* a été utilisée par Keynes pour la première fois (même Polanyi rappelait que Keynes était considéré comme le créateur de cette "légende"). Même si ce n'est pas l'occasion d'approfondir la question, il est sûrement intéressant de constater l'importance que la littérature la plus récente a donnée au consensus sur les règles et sur les fondements de théorie économique du régime né à Bretton Woods. Selon Ikenberry, la naissance miraculeuse de l'*embedded liberalism* (voir à ce sujet [Ruggie, 1982]) de l'après-guerre est due au fait que «a transatlantic group of economists and policy specialists, united by a common set of policy ideas and a shared view that past economic failures could be avoided by innovative postwar economic arrangements, led their respective governments toward agreement by identifying a set of common Anglo-American interests that were not clearly seen by others» [Ikenberry, 1993; p. 59].

Ces idées, qui ouvraient un espace nouveau en rompant la dichotomie entre laissez-faire et interventionnisme, «created the conditions for larger political coalitions within and between governments» [Ib.]. Même si les États-Unis avaient l'intention d'utiliser le nouveau système dans un but de domination hégémonique, c'était la volonté des négociateurs «to promulgate a postwar system that would have a normative appeal to elites in other nations» [Ib., p. 84]. Selon John Williamson, Keynes a soutenu avec force la réalisation de l'accord, qui toutefois avait rejeté ses indications les plus importantes, d'un côté à cause de la satisfaction qu'il tirait de l'«intellectual consensus fostered by his work in the interwar period» [Williamson, 1983; p. 101] auquel les nouvelles institutions de Bretton Woods s'inspiraient, de l'autre côté par la nécessité d'un vrai système économique international pour l'après-guerre, qui obligeait les super-puissances à accepter leurs responsabilités. C'est là la double contribution de Keynes au système international: une stabilité qui repose sur l'acceptation de l'interventionnisme de l'État pour choisir et réaliser des objectifs de croissance, à laquelle s'ajoute le caractère égalitaire du système. Ce dernier était représenté par la discipline que Keynes voulait imposer sur les créditeurs aussi que sur les débiteurs pour le mauvais fonctionnement du système, et par la participation commune à ses nouveaux organismes internationaux. L'égalité qu'on a finalement donnée au système n'était pas réellement "keynésienne", mais l'économie internationale qui en résultait était multilatérale *in character*, et ce multilatéralisme se fondait sur l'interventionnisme de l'État. Le compromis de l'*embedded liberalism* combinait le multilatéralisme et l'exigence de stabilité interne, ce qui «reflected the shared legitimacy of a set of social objectives to which the industrial world had moved, unevenly but "as a single entity"» [Ruggie, 1982; p. 398].

Le consensus bizarre (Keynes en résultait au fond exclu) qui conduisit à Bretton Woods a profité d'un «lost moment of history» (l'expression est de H.R. Trevor-Roper): «Not all increments of historical time are equal. There are junctures or "break points" at which possibilities for major change are particularly great and the scope of possible outcomes is unusually wide. These are moments of historical possibility» [Ikenberry, 1993; p. 82]. En suivant Ilya Prigogine, on pourrait dire que l'histoire présente des moments où des

événements qui engendrent de "nouvelles cohérences" peuvent se vérifier. On peut s'interroger sur la pertinence de ce critère pour qualifier la vision keynésienne imbriquée dans les négociations de l'American Loan (ce que Keynes aurait voulu transformer en *American Gift*) comme une occasion perdue.

2. Le *business character* des dettes interalliées et le comportement américain.

L'activité de Keynes en tant que négociateur international est inspirée par deux soucis: d'un côté, il voulait préserver le pouvoir et l'indépendance de la Grande-Bretagne; de l'autre, il désirait amorcer l'intervention américaine en Europe [Ferrari Bravo, 1990]. La prise de responsabilité, par les États-Unis, dans le système international, était une condition nécessaire pour la prospérité de l'ordre global de l'avenir. Il s'agit des deux constantes de l'action keynésienne dans la période suivante le premier après-guerre. Au début de la seconde guerre mondiale, Keynes écrivit un mémorandum [Keynes, 1939] qui aurait dû être envoyé ensuite au Président Roosevelt, dans lequel il expliquait que «[u]nless the war is a short one, financial assistance from the United States is sooner or later indispensable» [Ib., p. 26]. La comparaison avec la première guerre mondiale lui suggérait la nécessité d'un *Inter-Allied settlement* très différent: «The moral to be drawn from last time's experience [...] is that the arrangements for the credits should be quite different» [Ib.]. Keynes proposait un *joint purchasing board* pour l'achat du matériel de guerre; les crédits américains nécessaires, sans intérêts, auraient constitué «the contribution of the United States to the post-war reconstruction of Europe» [Ib., p. 27], car les États-Unis n'avaient autres choix, après l'expiration du conflit, que d'utiliser «its lunatic and redundant [gold] stock to provide the bank reserves in the countries to be reconstructed» [Ib.].

Le mémorandum est un élément-clé dans la vision de Keynes sur les relations entre les Alliés pour l'après-guerre: on y retrouve les suggestions auxquelles Keynes s'inspirera pour l'élaboration de ses plans et pour la demande d'un don aux Américains. En particulier, Keynes condamnait de manière implicite le *business character* (les dettes vues comme «purely business obligations» [CW XVIII, p. 102]) des prêts interalliés – en premier lieu celui de l'Amérique à la Grande-Bretagne - de la guerre de 1914. La Grande-Bretagne avait soutenu l'effort de guerre de l'alliance contre l'Allemagne, jusqu'à perdre, *de facto*, son indépendance financière par rapport aux États-Unis. Selon Skidelsky, avant la crise de 1916, Keynes semblait très proche d'une mentalité du type *business as usual*, ce qui descendait des "préoccupations hégémoniques" de la Grande-Bretagne: le financement britannique aurait dû être compensé par le dépôt des ressources d'or des débiteurs, utilisées par Londres pour la défense de la livre sterling. Avec le temps, toutefois, la Grande-Bretagne fut obligée de s'endetter envers les États-Unis; la question de l'indépendance par rapport à l'Amérique devint donc le souci principal de Keynes. L'appel qu'il adressa aux États-Unis en juillet 1917, pour éviter le collapsus de la «whole financial fabric of the alliance» [Keynes, 1917; p. 250], soulevait des problèmes à résoudre dans l'avenir: «[...] even since America came into the war the financial assistance afforded to the other allies by the United Kingdom has been *more than double* the assistance afforded them by the United States, and that the assistance the United Kingdom has afforded these other allies much exceeds the assistance she has herself received from the United States» [Ib., p. 246-47]. En plus, contrairement au Trésor britannique, les États-Unis avaient limité les achats des alliés débiteurs aux biens produits en Amérique, «rightly recognising that such assistance involves a much less onerous burden than financial assistance abroad» [Ib., p. 247].

Les États-Unis auraient eu la possibilité d'agir éthiquement: «America must be the judge of how great a burden she can support. [...] She has not only her own pre-war resources, but more than £200 million additional in actual gold with which the allies have furnished her in the past three years» [Ib., p. 250]. L'Amérique préférait s'appuyer sur la Grande-Bretagne, une *conduit pipe* qui donnait des garanties, plutôt que prêter directement aux Alliés plus faibles; en contrevenant ainsi, dira Keynes, à l'esprit de largesse de l'opinion publique américaine. Keynes proposait que l'Amérique prenne en charge des exigences françaises et italiennes, en réduisant ainsi l'assistance fournie à la Grande-Bretagne (et donc sa dépendance). Les avantages d'une telle solution auraient été politiques et moraux: «Conflicting self-interest is the camper always eating at the efficiency of every association of nations even where they are associated for a supreme common cause» [Keynes, 1918; p. 283]. Le temps conduisait Keynes vers la solution de l'annulation des dettes interalliées (3500 millions de livres sterling), qui aurait fait partie du grand projet de reconstruction de l'Europe: l'originalité de la proposition était dans le lien qu'elle promouvait entre l'annulation des dettes et soutenabilité des réparations allemandes. La Grande-Bretagne aurait dû renoncer à sa partie de réparations, en la mettant à disposition de la conférence de paix pour la reconstruction; les États-Unis auraient dû annuler les dettes des alliés européens. La Grande-Bretagne, aussi bien que l'Amérique, sortait de la guerre en tant que créiteur net (il s'agissait toutefois de *paper claims*); mais les crédits de New York (qui étaient par contre des *real debts*) était trois fois plus lourds que celui de Londres. Le sacrifice présent qu'il demandait aux États-Unis était considéré par Keynes un bon contrepois pour le sacrifice passé de la Grande-Bretagne («altruism on the British part might encourage American generosity» [Elcock, 1975; p. 164]).

Keynes présenta le "calcul des sacrifices" aux Américains dans les conclusions du mémorandum *The Treatment of Inter-Ally Debt Arising Out of the War* [Keynes, 1919-1]. Le don américain pourra éliminer une des raisons les plus fortes pour demander à l'Allemagne un montant excessif d'indemnité (l'opinion publique n'aurait pas accepté de payer plus – en termes de dettes interalliées – que les sommes reçues par Berlin). C'est la crainte pour l'instabilité internationale qui préoccupe Keynes: «The existence of the great war debts is a menace to financial stability everywhere»; «[e]ntangling alliances or entangling leagues are nothing to the entanglements of cash owing» [Ib., p. 423]. Si le *business character* l'importe, «a serious obstacle will exist to future trade relations», parce que le commerce de l'avenir devra nécessairement être *one way* [Ib., p. 424], et la solidité financière de la livre sterling, de la Grande-Bretagne et du *gold standard* sera en danger; avec l'annulation des dettes, par contre, «a stimulus would be given to the solidarity and true friendliness of the nations now associated» [Ib., p. 423]. Le poids des dettes met au risque le système international: ils n'ont pas de lien avec des *real assets*, et leur proportion est oppressive, sans précédents dans l'histoire, ce qui empêche l'application du "principe bancaire" au système. D'ailleurs, le nouvel ordre qui résulte des dettes n'est ni «natural» ni en «conformity with human nature» [Ib., p. 427] ou avec le «spirit of the age» [Ib., p. 428]. L'Europe n'acceptera de travailler, dans l'avenir, pour les autres: «Europe must depend in the long run on her own daily labour and not on the largesse of America» [Ib., p. 427].

Toutefois, «the scheme was a non-starter, for the American Treasury ruled out of court any discussion of rearrangement of the obligations of foreign governments to the United States» [Moggridge, 1992; p. 308]. La solution de *second-best*, pour Keynes, sera donc le «grand

scheme for the rehabilitation of Europe» (ainsi Keynes dans une lettre à sa mère [CW XVI, p. 428]). Il s'agissait de l'émission de *reparations bonds* par les puissances défaites, garantis en dernière instance par les Alliés, qui auraient reçu ainsi 1500 millions de livres sterling de pouvoir d'achat nouveau, pour la reconstruction, la rémission des dettes, ou encore pour financer des nouveaux prêts ou des importations par les États-Unis ou l'Angleterre. Keynes prévoyait le changement des relations commerciales entre les deux puissances: «it cannot be supposed that two great continents, America and Europe, the one destitute and on the point of collapse and the other overflowing with goods which it wishes to dispose of, can continue to face one another for long without attempting to frame some plan of mutual advantage» [Keynes, 1919-2; p. 436]. Bien que la participation des États-Unis était fondamentale pour la réussite du plan, puisque les bonds auraient dû être achetés par le public américain, et les ressources ainsi libérées y auraient fait retour (en contrepartie des dettes), Washington n'accepta pas de garantir les intérêts, ni de fournir une assistance ultérieure aux pays européens. Le problème économique du système de l'après-guerre ne trouvera donc pas de solution: «The good faith of the world as a whole is pledged, for the carrying out of a scheme the sole object of which is to set on its feet the new Europe» [Ib., pp. 435-36], Keynes avait expliqué; «[t]he economic mechanism of Europe is jammed» [Ib., p. 433], et tel restera.

L'opposition américaine au plan Keynes pouvait compter sur le soutien du Président: «How can anyone expect America to turn over to Germany in any considerable measure new working capital to take the place of that which the European nations have determined to take from her?» [CW XVI, p. 441]. Même Keynes reconnut la «substantial truth in the President's standpoint» [Keynes, 1919-4; p. 442], mais le coup reçu est fort: «In short Washington rejects my proposals by reason of their strong desire to clear out of European responsibility (without however realising what this will mean to Europe)» [Keynes, 1919-4; p. 440]. Les Américains, il dira à Duncan Grant, «had a chance of taking the large, or at least humane view of the world, but unhesitatingly refused it» [reporté par Harrod, 1952; p. 250]. La faillite de son plan amènera Keynes à essayer d'amorcer l'intervention américaine en Europe avec d'autres moyens. La conférence d'Amsterdam à la fin du 1919 rassemblait les représentants du monde bancaire international, intéressés à surmonter l'impasse créée par les refus de Washington. Keynes avait élaboré un plan de réduction de la dette de guerre, qui prévoyait un prêt international à l'Europe financé par un consortium de banques dont la majorité américaines. Keynes en expliquait la logique en disant que «some of the countries [are not] strong enough to make good the loss, unless a part of the burden is carried by the others» [Keynes, 1919-5; p. 138]. «For example», demandait le groupe d'Amsterdam, «should not the United States and England consider how far they can ease the burden of their Entente debtors either by abandoning interest charges or by cancelling a portion of the claims they hold in obligations of Entente countries?» [Ib.]. En fait «a portion of these loans reacted to the benefit of the loaning countries, in waging what was a common cause». Le problème était mondial: la «balance of indebtedness» créé par la guerre devait se libérer des «fictitious items which now inflate it» [Ib., p. 139]. Après avoir battu l'inflation, le prêt aurait permis la relance économique de l'Europe, dont même les États-Unis auraient bénéficié. «No act could do more to promote the world spirit for which the League stands than a great international act of co-operative assistance designed to heal the unprecedented economic evils from which all Europe is now suffering». La conférence ne reportait guère des résultats, mais Keynes avait pu expliquer au monde que les États-Unis refusaient de s'assumer une responsabilité pour les affaires du monde. Toutefois, il n'en suivait pas nécessairement que l'«America may not be

prepared to do voluntarily a good deal to which she is not willing to bind herself in advance» [Keynes, 1919-6; p. 142]. Le défi est lancé.

En décembre 1932, alors que le Plan Young terminait et la question des réparations avec lui, Keynes revenait sur la question [Keynes, 1932-2]. Il s'opposa à la séparation (théorisée par les États-Unis) des réparations allemandes et des dettes interalliées, en expliquant: «I cannot regard this problem as primarily one of the economic consequences of payment. It is a question of historic justice and of what is right and proper between nations» [Ib., p. 382]. Au fond, dans un cas comme dans l'autre, il s'agissait de "conséquences financières de la guerre", pour reprendre une expression qu'il utilisera pendant la seconde guerre mondiale. À l'égard du caractère particulier des dettes interalliées, il soulignait: «[w]e borrowed nothing except for the purposes of the war. It would be a good, not a bad, precedent for the future, to establish a distinction between money lent internationally to foster a war and money lent to build, for example, a railway. [...] War loans should never be made except out of sympathy with the cause of the borrower, and the gradual repayment of the sum lent without interest is the most that should be expected» [Ib., p. 383]. En plus, le coût de la dette n'a rien à voir avec les sommes réellement reçues pendant le conflit: «The replacement cost today of the wheat, cotton, copper, chemicals and munitions which we purchased, should be the true measure of this non-commercial debt» [Ib., p. 384]. Enfin, «the sanctity of contract [...] is not an immutable law of nature. [...] Debtors are only honourable in countries where creditors are reasonable. [...] Internationally, contract has nothing to support it except the self-respect and self-interest of the debtor. A loan, the claims of which are supported by neither, will not be paid for long» [Ib.].

Keynes affirmait que les États-Unis devaient adopter la même *reasonableness* qui a inspiré le traitement des débiteurs anglais, ou Londres aurait dû payer elle seule les coûts de la *common cause*. En plus, «it is the duty of a creditor not to frustrate payment» [Ib., p. 385]: si les États-Unis voulaient obtenir les versements, ils devaient permettre à la Grande-Bretagne de repérer les moyens pour ce but, et donc assister à une baisse des achats britanniques en Amérique, accompagnée par l'augmentation de leur ventes. Au *business character* du prêt, il aurait correspondu le *business character* de la réponse britannique, à savoir la solution la plus détestée par les Américains; Keynes les accusait à l'époque d'avoir lancé une «competitive campaign of deflation» [Keynes, 1931-1; p. 248] par leur comportement à *la Midas*. Les États-Unis (et la France) avaient exercé, pendant les années Trente, une «deflationary pressure on the rest of the world by having a *net* creditor position which causes them to draw gold» [Keynes, 1932-1; p. 44]; pour cette raison, «[t]he undermining of the competitive position of the export industries of these gold countries will be, in truth, in response to their own request; – or, at any rate a case of poetic justice» [Ib., p. 45]. À l'absence de volonté de collaborer, Keynes opposait donc un "retour à l'économie", ou bien à ses conséquences les moins désirables.

Le Plan Dawes, qui, en séparant le problème du financement des réparations de celui de leur transfert aux créiteurs, offrira à l'Allemagne un *breathing space* sous forme d'un prêt, ne pourra être, dira Keynes, qu'un "compromis avec l'impossible". Réduire les sommes demandées à Berlin et annuler les dettes interalliées: c'était là la seule solution. Dans un article qui démontre toute l'*ars oratoria* keynésienne [Keynes, 1925], dicté par le comportement ambigu des États-Unis par rapport à la France, leur débitrice, il avait affirmé: «Most of the politicians and business men of America – but not all of them – tell us that they look on these

debts just like any ordinary commercial debt for goods sold and delivered. We, in Great Britain, are acting on that principle. The United States have asked us to pay and we are paying» [Ib., p. 264]. Toutefois, «[i]f the American public now think that in 1917 and 1918 they were engaged, not in war, but in investment, their memories are very short» [Ib., p. 267-68]. La réaction américaine aux critiques de Keynes (dans un éditorial de «New Republic») sera méprisante. La guerre, ils soutenaient, n'était pas une *common cause*, et les dettes n'avaient aucun caractère politique. Keynes expliquera en suite [Keynes, 1928-1] que «there is not much logic in a system which causes us to owe money to America, not because she was able to help us so much, but because at first she was able to help us, so far at least as manpower was concerned, so little» [Ib., p. 48]. Dans leur deuxième réponse (*An American View of War Debts*), les éditorialistes de «New Republic» affirmeront: «[a]lthough agreeing that both reparations and debt settlements must be scaled down and as a practical matter together, the editors insisted that this must be justified by economic circumstances, rather than by “dubious moral attitudes” with which Mr Keynes and his associates – so well qualified to urge economic reasons – were “veiling the controversy”» (CW XVIII, p. 296). Keynes n'a pas caché son désespoir: «I [am not] sure that it is the best plan in the long run, when two nations genuinely entertain divergent sentiments, that one of them should dissemble, even in the hope of obtaining a pecuniary advantage. For what half the world feels will be discovered sooner or later» [Ib., pp. 297-98]. L'élément moral du prêt, confirmeront enfin les Américains, est plutôt celui de la sainteté du contrat. Keynes expliquera à un correspondant américain [Keynes, 1928-2]: «I do not consider that America had any “obligation” to do anything whatever». Washington n'était pas obligée à donner son assistance *unconditionally*: «if America had announced from the first that they were advancing money, not to save civilisation, or any phrase of that kind, but as the best business investment available in the circumstances, no one would have objected to their maintaining the same business attitude subsequently» [Ib., p. 300].

La polémique sur le *business character* des prêts américains à la Grande-Bretagne soulève la question du "problème économique" au niveau international. Le *settlement* de Versailles avait laissée de côté la question économique, et la sagesse économique de Keynes ne pouvait qu'en résulter défaite [Ferrari Bravo, 1990; p. 86]. Carr [1982] rappelle que Keynes considérait à l'époque le "problème économique" comme l'élément absent des négociations de la paix: «the fundamental economic problem of a Europe starving and disintegrating before their eyes, was the one question in which it was impossible to arouse the interest of the Four. Reparation was their main excursion into the economic field, and they settled it as a problem of theology, of politics, of electoral chicane, from every point of view except that of the economic future of the states whose destiny they were handling» [Keynes, 1919-7; p. 143]. Selon Skidelsky, par contre, Keynes avait commis une erreur, en se concentrant sur le problème économique: *The Economic Consequences of the Peace* étaient une révolte de l'économie contre la politique. Toutefois l'*incipit* du livre de Keynes semble confirmer la thèse de Southern (dans le même *Keynes's Seminar* [Thirlwall, 1982; pp. 112-118]), selon lequel Keynes «believed that prosperity was more likely to make nations peaceful than penury, and he always linked his denunciations of Versailles with denunciations of the settlement of Inter-Allied debts because he believed that these two *together* would prevent prosperity being restored to the postwar world» [Ib., pp. 112-13]. En critiquant les Américains pour la faillite de son plan, Keynes soulignait: «Such proposals involved an appeal to the generosity of the United States. [...] Such proposals would have been practicable. There is nothing in them quixotic or Utopian. And they would have opened up for Europe some prospect of financial stability and reconstruction» [Keynes, 1919-7; p. 93].

3. La seconde guerre mondiale: *waiting for plans on spectacular lines*

Pendant la seconde guerre mondiale, Keynes était confronté par des problèmes semblables à ceux qu'il avait abordés pendant le conflit précédent. Encore une fois, Londres aurait dû se préparer «for the future in such a way that we can go ahead from now on absolutely irrespective of “financial” considerations» [Keynes, 1940-1; p. 164]. Le système idéal de Keynes pour la conduite de la guerre aurait prévu un accord monétaire général entre les "quatre empires", soutenu par un système de contrôles aux échanges et importations, et un «complete pooling of the foreign resources in gold, securities and current trade balances» [Keynes, 1940-2; p. 173]. La *sterling area* aurait dû signer des accords bilatéraux avec les pays étrangers, en les protégeant par moyen du crédit conjoint de la zone de la livre sterling. C'est *The Mobilisation of Our Foreign Resources As a Weapon of War* [Keynes, 1940-3], comme il expliquait au Chancelier, «as the means of obtaining what would be in effect foreign credits [...]; as the means of making liquid and available the large amount of our foreign assets which we do not at present reckon as liquid»; le pool des ressources (3000 millions de livre sterling) «in the shape of gold, securities, raw material and current trade balances» abolirait ainsi les «loan transactions between the Allies – the coal, Empire raw materials and munitions with which we furnish France being a free gift» [Ib., p. 176].

L'assistance des États-Unis sera indispensable: «On the assumption that the United States is now anxious to find ways and means of affording us financial assistance, I believe that the establishment of a clearing could be so clothed and represented as to be actually palatable and preferable to the American authorities. It has the great advantage from their point of view that the measure of their financial assistance would be closely linked to their own exports. In the last war, the greatest bone of contention arose out of the fact that, in effect through the pegged dollar rate for sterling, we were using their credits from the American treasury to support the value of sterling throughout the world. Endless difficulties between the Treasuries arose out of this. All that would be avoided by a clearing agreement» (p. 171). Il fallait agir «on spectacular lines with the object [...] of striking the imagination of the world and of promoting confidence as well as securing resources» [p. 173]; la Grande-Bretagne aurait ainsi (en se démontrant généreuse avec la France, par exemple) gagné du crédit aux yeux des Américaines. Dans un autre mémorandum [Keynes, 1940-4], Keynes attaquait encore le *business character* des prêts interalliés: «The experience of the last war conveys an awful warning against establishing financial relations between the Allied and Associated powers on a pseudo-commercial basis, which apes the conventions of foreign investment. Instead of this, assistance and cooperation should be determined by what is physically possible, and should be tied up to the least possible extent with formal financial arrangements» (pp. 176-77). Pour cette raison, Keynes invitait le Premier Ministre à concéder assistance immédiate à la France; de toute façon, il en délayait le caractère instrumental: «I am sure that the openness and generosity and lack of reserve in our treatment of the French at this moment will never be to our disadvantage and will always be to our honour» [Keynes, 1940-5; p. 181]. Le gouvernement accepta le plan Keynes, mais le *common pool* ne fut jamais réalisé: «the collapsing empires manage to get their gold reserves abroad (in Frances' case to Canada), but Britain never regarded them as part of its own reserve, treating them as obligations to be repaid» [Skidelsky, 2000; p. 76].

La question de l'indépendance de la Grande-Bretagne, engagée encore une fois dans la tâche de soutenir financièrement la *common cause* alliée, entraînait avec force dans les relations anglo-américaines. À la fin du 1940, Keynes répétait la menace de "retourner à l'économie" au cas où les Américains continuent dans leur politique de dévaluer les réserves de la Grande-Bretagne en échange de leur soutien [Keynes, 1940-6]: «in reaching such a decision the U.S. Administration should not overlook the effect of what they may do on the post-war equilibrium of international trade» [p. 18], à savoir, le fait d'obliger Londres à créer un «system of very strict bilateral agreements which would tie up the payment for our imports and our foreign debts with the acceptance of our exports by the other country» [Ib., p. 19]. L'échange ne valait pas la peine: «It is the fabric of commercial relations between the two countries – and to a lesser extent between the U.S.A. and the British Empire as a whole – which would suffer severe consequences. [...] Is the small financial advantage a sufficient recompense for the serious political and social inconvenience?» [Ib., p. 20]. La volonté américaine c'était en effet d'intervenir seulement quand les réserves britanniques auraient touché le fond; toutefois, Washington savait qu'il s'agissait d'une stratégie dangereuse, parce que en ce cas là, elle aurait perdu le contrôle sur les ressources empruntées (qui auraient été utilisées par Londres pour rembourser toutes ses dettes futures). La limitation de l'assistance américaine demandait donc de ne réduire pas les réserves de la Grande-Bretagne au-dessous d'un certain niveau; le *Lend Lease* établira un équilibre. Keynes ajoutait: «The money involved is not of such importance to either party compared with the establishment of right relations, which will not lead to subsequent friction and estrangement, between the two countries» [Ib., p. 25]. Une fois encore, Keynes accusait les États-Unis d'avoir violé les règles du *gold standard*: l'accumulation d'or ne devrait servir à d'autres buts que d'équilibrer les comptes au niveau international, «[b]ut the convention depends on not all the gold being in one hand. When in the game of "Beggars my Neighbour" all the cards belong to one player, that is the signal for the game to come to an end. The pack becomes worthless paste-board; the fun is over» [Ib., pp. 25-26]. L'Amérique devra redistribuer son or: «It is evident that we cannot have a gold system with no gold» [p. 26].

En traitant le "cas grec", qui montre toute la complexité des relations entretenues par Londres avec les Alliés, Keynes expliquait que le don était la forme désirable d'assister un autre pays: «There is a great deal to be said for converting it [*our assistance*] into a gift» [Keynes, 1940-7; p. 32]. *At stake*, en effet, il y avait un don. Londres avait avancé 5 millions de livres sterling pour les achats grecs dans la *sterling area* pour que la Grèce pouvait les utiliser comme réserve monétaire. Le gouvernement était tenté par l'offre d'un don, tout en espérant qu'il pouvait devenir un précédent pour les relations avec les Américains. Pendant la première guerre mondiale, toutefois, la Grèce reçut, elle seule, des financements même pour ses dépenses à l'intérieur du pays. Le pays se retrouvait donc, à la fin de la guerre, avec des comptes en or et livres sterling tout à fait considérables. Londres aurait dû financer les achats grecs dans la *sterling area*, en ouvrant un compte auprès de la Banque d'Angleterre pour couvrir les exigences monétaires dérivant de l'effort de guerre; les *liabilities* qui resteraient, à la fin de la guerre, auraient réduit la dette avec la Grande-Bretagne, Londres étant disposée à transformer en don le surplus éventuel. La Grèce, toutefois, refusa l'accord. Jusqu'à la chute d'Athènes, la Grande-Bretagne offrira 5 millions de livres sterling par mois pour couvrir les dépenses internes de la Grèce. Keynes remarquait le «Greek Financial Imbroglia» [Keynes, 1941-1], du au «mixed results of a strong sense of gratitude on our part, a lack of definition or possible ambiguity in the promises originally made, and, it must be added, an appetite on the part of the Greek financiers which grows by what it feeds on» [p. 34]. Il ajoutait: «A line must

be drawn somewhere. To concede extravagant demands leads not to a contented alliance but merely to further demands, as experience is showing. The terms proposed above are the most generous and far-reaching which an Ally has ever received» [p. 40].

Le *Lend Lease*, dira Keynes, était par contre un pas décisif vers le «getting away from the purely business aspect of things» [Keynes, 1941-2; p. 62]. Mais la politique de dévaluer les réserves britanniques jouissait quand-même d'un certain crédit, aux États-Unis. Ces derniers allaient ainsi surveiller l'export et les réserves en or et en dollars de la Grande-Bretagne; le *lend lease* ne devait pas être utilisé pour augmenter les exportations. L'assistance était donc conditionnelle à son exigence "absolue" pour Londres. Edward Playfair (représentant du Trésor à l'époque) rappelle que «Maynard thinks we are a great & independent nation, which on the financial side is patiently not true; & some months' experience here have shown us that the Americans don't see it in that light. I think he is inclined to ask as of right what they are only prepared to give us as a favour» [reporté par Moggridge, p. 657]. En demandant, en 1941, l'expansion du Lend Lease aux exportations britanniques vers l'empire, Keynes traitait pour la première fois la question des relations financières futures entre les deux puissances. Dans une lettre au Chancelier [Keynes, 1941-3], Keynes affirme que la Grande-Bretagne devrait concevoir un plan «on somewhat grander lines and be ready to accept clauses which might really cost us something. [...] It is no use our making any offer to the United States where the gain to them is merely an economic profit equal to the economic loss to ourselves. It will be easy to persuade them that this sort of concession on our part would do no-one any good in the long run» [p. 141]. Le problème se pose de l'équilibre entre l'*economic value*, la *non-* e la *super- economic significance*: «But where it is a case of conceding something which has a non-economic significance to the President and to the future ordering of the world, then we might consider whether it would not be proper for us to concede it even though it did cost us an economic price». La valeur de l'assistance américaine de l'après-guerre était supérieure à la *consideration*, à savoir la contrepartie demandée par les Américains: l'engagement à la libéralisation du commerce (pas de préférences impériales au détriment des intérêts américains) et des paiements. Le véritable enjeu réelle était la collaboration pour l'économie internationale de l'avenir: «we should be ready to throw in items, though they have economic value to us, which have a super-economic significance to them [...]. They will not mount up to much, but they would at least be a symbol of our recognition of the vastness of the magnanimity on other side» [p. 142].

4. Du schachtisme au *new economic order*

En septembre 1941, Keynes présenta ses plans pour le système international de l'avenir, dans lequel il fallait résoudre finalement «the secular international problem», à savoir «[t]he problem of maintaining equilibrium in the balance of payments between countries» [Keynes, 1941-4; p. 21]. L'International Currency Union (ICU), qui obligeait les créditeurs à partager le poids de l'ajustement avec les débiteurs, était selon Keynes la solution. À la base de l'ICU, il n'y avait rien d'autre que le "principe bancaire": «the necessary equality of credits and debits, of assets and liabilities. If no credits are removed outside the banking system but only transferred within it, the Bank *itself* can never be in difficulties» [Keynes, 1941-5; p. 44]. Parmi les tentatives de l'*interwar period* d'offrir une solution au problème séculaire, le *schachtisme* de l'Allemagne était le seul digne d'intérêt; son défaut principal était de ne considérer pas (ce qui n'était pas le cas de la *sterling area*) les intérêts légitimes de ses *partners*. L'ordre futur ne pouvait qu'en être, toutefois, un «refinement and improvement»

[Keynes, 1941-4; p. 24], vu le refus américain de poursuivre une politique qui soit susceptible aux «interests of the restoration of international equilibrium» [Ib., p. 25]. Harrod rappelle d'avoir rencontré Keynes à cette époque et de lui avoir conseillé de laisser perdre le bilatéralisme pour adopter la position du multilatéralisme; le *schachtisme* n'aurait pas permis à la Grande-Bretagne de jouir de l'assistance américaine. «I ran into him about this time in a Treasury corridor; he was leaning against a door-post. "You must give up the bilateralist approach", I said, "and come down on the American side." "No," he said, "I must pursue both lines of thought... both.» [Harrod, 1952; p. 526].

Aux critiques de la première version de son plan, Keynes répondait en observant que les difficultés de la Grande-Bretagne n'auraient pas dû l'amener à demander l'assistance américaine comme s'il s'agissait simplement de son «self-regarding interest» [Keynes, 1941-5; p. 42]. «The assistance for which we can hope must be *indirect* and a consequence of setting the world as a whole on its feet and of laying the foundations of a sounder political economy between all nations. [...] If we are to attract the interest and enthusiasm of the Americans, we must come with an ambitious plan of an international complexion, suitable to serve the interests of others besides ourselves, which to a hopeful spirit may carry a chance of making the post-war economy of the world more reasonable and promising than it was before» [Ib., p. 43]. À la limite, les Américains pourront prêter leur attention aux problèmes d'une Grande-Bretagne qui désire, ainsi que les autres puissances, conduire le monde. Moggridge affirme que Keynes «was making a case for a significant measure of "disarmement" in the use of the weapons of international economic policy» [Moggridge, 1992; p. 676]. La proposition d'un *multilateral clearing* en est la partie fondamentale: «[i]t should be much easier, and surely more satisfactory, to persuade the U.S. to enter into a general and collective responsibility, applying to all countries alike, that a country finding itself in a creditor position *against the rest of the world as a whole* should enter into an obligation to dispose of this credit balance and not to allow it meanwhile to exercise a contractionist pressure against the world economy and, by repercussion, against the economy of the creditor country itself» [Keynes, 1941-5; p. 47]. Avec l'ICU, Keynes croyait avoir finalement résolu les problèmes liés à la violation des règles du système par les États-Unis dans les années Trente, pendant qu'ils étaient encore à l'intérieur du *gold standard*. Les règles du principe bancaire de l'ICU devait substituer le paradigme théorique du *gold standard*, accepté universellement avant la crise de l'ancien système et dévalorisé en suite, et la *restoration rule*, qui imposait le retour à la convertibilité après une période de suspension (voilà les "règles du jeu"; voir à ce sujet [Cesarano, 2001]). En d'autres termes, il s'agissait de garantir au système une *leadership* qui allait se comporter comme la Grande-Bretagne du XIXe siècle, disposée à pratiquer le *foreign lending* envers les pays en voie de développement, et qui rejetait le désintérêt américain pour l'utilisation de son surplus. Ou bien une *leadership* keynésienne, à la croissance de laquelle on pourrait s'en remettre avec certitude pour obtenir l'augmentation de la demande mondiale (ce que Paul Davidson définit un *free lunch*, à savoir un «built-in expansionary bias that encourage all nations to operate closer to full employment» [Davidson, 2002]). Parmi les raisons qui amenaient Keynes à conseiller au Premier Ministre, en septembre 1931, de ne pas retourner au *gold standard*, il y avait l'incertitude à l'égard du comportement des créditeurs, France et États-Unis.

Ferrari Bravo – qui par ailleurs n'est pas d'accord sur l'interprétation qu'on donne ici (en faisant référence à Moggridge), de l'importance du *schachtisme* pour Keynes – souligne que la constante de l'action de Keynes sera dorénavant celle d'«inoculer dans le nouveau centre

d'hégémonie américain le comportement et l'éthique de la puissance mondiale créancière» [Ferrari Bravo, 1990; p. 407]. Malheureusement pour Keynes, «[à] Versailles la politique avait écrasé l'économie. Les négociations financières de la fin 1945 cacheront les dimensions politiques du transfert de pouvoir économique» [Ib., p. 408].

5. L'ombre de la dette

En présentant le *Joint Statement* anglo-américain, qui deviendra la base de discussion pour Bretton Woods, Keynes introduisait la question du sacrifice britannique: «we – and we alone of the United Nations – have burdened ourselves beneath with a weight of deferred indebtedness to other countries beneath which we shall stagger. We have already given to the common cause all, and more than all, that we can afford» [Keynes, 1941-3; pp. 10-11]. L'accord de Bretton Woods aurait fourni toute une série de garanties à la Grande-Bretagne, y compris pour l'avenir immédiat; mais la *shadow of debt* [Moggridge, 1992; p. 756] restait un problème non résolu, dont les nouvelles institutions n'allaient pas s'occuper. L'effort de guerre avait soustrait à Londres, à la fin de 1943, un cinquième de la force de travail utilisée sur le front, un tiers pour la production des armements; la balance des paiements enregistrait un déficit très fort, financé en partie par l'assistance américaine et canadienne, le reste étant couvert par les ressources en or et monnaie étrangère. L'épuisement des réserves amènera la Grande-Bretagne à vendre ses investissements à l'étranger et l'obligera à recourir aux dettes à court terme.

Au début de l'année 1944, Keynes proposera une première version de son plan sur les *sterling balances* [Keynes, 1941-1], c'est-à-dire sur les dettes britanniques avec les pays de la *sterling area*, qui avaient accepté de centraliser à Londres (qui allait les utiliser pour financer la guerre alliée) leurs réserves en monnaie forte et les revenus des exportations à l'extérieur de la zone, en échange de livres sterling. La condition nécessaire était toutefois que la région enregistre un surplus commercial; après la guerre, il serait devenu un déficit. Londres était obligée d'honorer ses obligations: «We have persuaded the other countries concerned to entrust us with virtually the whole of their accruing external reserves» [Ib., p. 8]. L'assistance américaine, surtout après l'expiration de l'accord de Lend Lease, était donc nécessaire, dans la mesure de 500 millions de livres sterling, 2 billions de dollars. Ce crédit allait permettre à Londres de convertir les *pre-zero-hour sterling balances*, et, à long terme, de s'évoluer vers un système plus libre. Keynes expliquait: «No objection to this can be reasonably taken by the Americans; and if they will provide us with sufficient credit on terms that we can accept, any severe rationing of hard currencies can be avoided from the outset» [Ib., p. 15]. Toutefois, même la forme de l'assistance comptait: «we should resist, I suggest, a market operation, whether or not subject to guarantee as tentatively suggested by Dr White. Such a credit should be regarded as a part of war finance. It should not carry interest and should be repayable by instalments over a period of (say) fifty years» [Ib., p. 16]. Londres aurait dû donc refuser un *market loan*.

Keynes savait que l'opération pouvait aboutir à un échec: en critiquant l'œuvre *Lend Lease: Weapons for Victory*, par l'Assistant Secretary of State, Stettinius, Keynes affirmait que dans le passé, les Américains avaient revu les accords avec la Grande-Bretagne «whenever there seems the slightest prospect that leaving things as they are might possibly result in leaving the British at the end of the war otherwise than hopelessly insolvent» [Keynes, 1944-2; p. 29]. Stettinius semblait touché par les mots de Keynes, et proposa un *interest-free loan* pour

l'après-guerre de la Grande-Bretagne. Keynes aborda le problème de l'après-guerre dans le mémorandum *The Problem of Our External Finance in the Transition* [Keynes, 1944-4]; la première version duquel date 16 mai], son «last major state paper written at the full height of his powers – well balanced, urgent, scornful and much tauter than most of his later productions» [Skidelsky, 2000; p. 340]. Keynes estimait la dette britannique dans l'ordre de 1500-2250 millions de livre sterling. Les principes sur lesquels la politique de la Grande-Bretagne devrait se poser à cet égard sont déterminés d'un côté dans le remboursement de la dette uniquement par les exportations; de l'autre, dans la nécessité d'éviter un *market loan*: «[i]nterest, where there is not and in the nature of things could not have been any current income yielded by the loan has been stigmatised in most ages of history, except when the false analogies of trade were wholly dominant, as an intolerable and immoral imposition. To repay capital instalments is bad enough when no asset corresponds to the loan. But it is honourable, having received assistance in kind, to return the equivalent as time and opportunity permits» [Keynes, 1944-4; p. 48].

Keynes continuait: «[t]he truth is that we have fallen into a rut in our financial relations with the United States, and we must jolt them and ourselves out of it»; or les États-Unis auraient laissé les ressources de la Grande-Bretagne se réduire à zero, en empêchant "Lady Bountiful", à laquelle «[i]t never occurs [...] that it may be her own dinner that she is giving away» [Ib., p. 56], de s'assumer ses responsabilités dans le système. La question des exportations («a luxury to the United States, [...] a matter of life and death for us» [Ib., p. 58]) devenait donc fondamentale: «A frank show-down with the Americans on this and all the associated issues will conduce, whatever the result, to better relations between us than an indefinite acceptance on our part of what we all of us believe to be both intolerable and unfair» [Ib., p. 59]. Keynes n'avait pas de doutes sur la volonté de Washington d'aider Londres: «they are likely to offer us considerably more than it will be wise for us to accept. [...] It is the *terms* and the consequences of losing our financial independence which should deeply concern us» [Ib., p. 61]. Pour cette raison il voulait limiter la dette à 2-3 milliards de dollars; il fallait éviter que l'Amérique établisse des conditions telles que la Grande-Bretagne n'aura d'autre choix que de se relier à l'«American conception of the international economic system». À savoir: l'ancrage du livre sterling au dollar; la libération des *sterling balances*, disponibles pour des achats aux États-Unis; la transformation de l'assistance dans un accord du type "lend lease" très défavorable pour la Grande-Bretagne; l'imposition d'un taux d'intérêt de 2-2.5% sur le montant global de 5-6 milliards de dollars. Londres devra refuser l'accord si conditionné à l'usage du prêt en tant qu'instrument pour transformer les *sterling balances* en pouvoir d'achat valable aux États-Unis. Keynes espérait obtenir 1 ou 2 milliards de dollars «as a contribution to the costs of the war» [Ib., p. 63], et, encore, 1 ou 2 milliards *cash*, «without interest, at any rate until we can see our way clearly to repay» [Ib.]. Autrement, «we should decline assistance altogether. This is hard doctrine [...]. But if we take thought for our ultimate strength and independence, it will be greatly worthwhile» [Ib., p. 64].

Le moment était venu, pendant l'été 1944, où il fallait commencer une «educational campaign» [Keynes, 1944-5; p. 69] pour soutenir la cause britannique. La fin du *Stage I* (la période jusqu'à la chute de l'Allemagne) était proche, il fallait négocier les conditions pour le *Stage II* (jusqu'à celle du Japon); Londres devait donc élaborer une stratégie «solely related to our future current expenses, which should and must be regarded as a sequel of war expenditure proper and necessarily handled in the same spirit of mutual aid» [Ib., p. 74]. La Grande-Bretagne ne cherchait donc pas d'«assistance for clearing up the past, which we shall

do as best we can out of our own resources» [Ib.]. Aux Canadiens, à Ottawa (négociations du Canadian Mutual Aid), Keynes présentait une version nouvelle de son mémorandum; là il remarquait l'importance des dépenses britanniques dans le cadre du Mutual Aid, le *Lend Lease* britannique aux États-Unis: «This balance sheet aspect of the mutual aid [...] accorded to the U.S. must not be lost sight of, however necessary and inevitable it may be that, on the one hand, we should have to borrow in all parts of the world to balance our account in order, on the other hand, to keep up good appearances for political reasons in the U.S. It is certainly not an example of the joint pooling of war expenses according to capacity» [Keynes, 1944-6; p. 90] – comme il avait espéré par contre en proposant son "spectacular plan" en 1940. Dans un mémorandum sur les perspectives de l'après-guerre [Keynes, 1944-7], Keynes citait Milton: «War has made many great whom peace makes small. If after being released from the toils of war, you neglect the arts of peace, if your peace and your liberty be a state of warfare, if war be your only virtue, the summit of your praise, you will, believe me, soon find peace the most adverse to your interests» [Ib., pp. 125-26]. Moggridge commentera: «It was all very sensible advice from one who was about to set foot in America to beg for money» [Moggridge, 1992; p. 775].

Keynes pensait avoir obtenu des résultats considérables, pendant les négociations du Stage II à Washington, surtout en termes d'appréciation, de la part américaine, de la "différence" britannique. Il fallait toujours combattre «the temptation to use lend lease to satisfy trade rivalry by hampering our export trade» [Keynes, 1944-8; p. 215], mais il y avait une «ever increasing and ever deepening conviction in the minds of all responsible Americans that a strong Britain after the war is a vital, indeed an indispensable, requirement of American policy» [Ib., pp. 220-21]. Keynes donc comptait sur la volonté américaine de s'appuyer sur la Grande-Bretagne pour la gestion du système international de l'après-guerre. Toutefois, le mot "temptation", symboliquement, était de plus en plus présent dans le vocabulaire keynésien: «the only brotherhood by which civilisation can be held together, already sealed with blood, will become in due time a decent, commonplace, workaday affair, which is taken for granted, as anything must be which is to be good and durable. On no temptation or provocation or pretext must we allow ourselves to stray, even in though or hypothesis, along another path than this» [Ib., p. 221].

Overseas Financial Policy in Stage III [Keynes, 1945-6] est le document-clé de l'*American Loan*. Brusquement terminé le Stage II, la Grande-Bretagne et Keynes doivent faire face tout de suite aux problèmes de l'après-guerre britannique. Le mémorandum expose le traitement particulier que les États-Unis doivent réserver à Londres, par rapport aux pays européens, avec lesquels les Américains auraient négocié des *post-war loans*: «Our approach», Keynes affirme dans une lettre au banquier Brand (représentant du Trésor à Washington dans les années de l'*American Loan*; ami de longue date de Keynes), «will be essentially an appeal for a reconsideration of the sharing of the costs of the war» [Keynes, 1945-1; p. 249]; il s'agit de quelque chose d'encore inconnu: «an entirely new approach on the part of the United States and ourselves» [Keynes, 1945-2; p. 255], parce qu'il n'y a pas de «international credit mechanisms, in existence or contemplated» [Ib.] (et en particulier un «arrangement in any ordinary commercial form of international credit» [Ib.]) qui peut offrir une solution valable pour ce cas-là. Il fallait une initiative nouvelle, telle qu'il était, à son époque, le *lend lease*. *Overseas Financial Policy in Stage III* est la réponse idéale à la proposition avancée par le gouverneur de la Banque canadienne Graham Towers d'un nouveau prêt, à des conditions très favorables, à la Grande-Bretagne: sans une assistance financière considérable, Londres

n'aurait pu choisir un régime commercial de libre échange pour l'avenir. C'est aussi un document contre le *statu quo*, écrit par Keynes dans le but d'obliger son gouvernement à l'action. L'activité du Trésor, dira Keynes, était orientée à garantir l'indépendance de la Grande-Bretagne au regard des États-Unis; ce qui était nécessaire afin de rendre croyable la menace de choisir l'empire et le bilatéralisme, pour obtenir les résultats voulus pendant les négociations («The worse will be the first friend of the good» [[Keynes, 1945-6; p. 257]). Keynes comptait parmi les succès du Trésor Britannique le fait d'avoir convaincu le monde à lui prêter 3000 millions de livres sterling, ainsi que la création d'un «*modus vivendi* for carrying on trade without immediate financial embarassement with almost the whole world outside the United States» [Ib.]. Mais «this is not a well-chosen moment for a declaration of our financial independence of North America» [Ib., p. 271]: sans l'assistance des Américains, la Grande-Bretagne aurait dû continuer une politique de contrôles et le rationnement des consommations, adopter le modèle soviétique pour la planification nationale et le commerce extérieur, ainsi qu'abandonner le développement des colonies: c'est l'alternative du *Starvation Corner*. Surtout, «[a] policy of economic isolationism means acceptance – [...] the advocacy – of a system of international economy after the war of a kind to which all sections of opinion, not only in the United States but also in Canada, are bitterly opposed» [Ib., pp. 271-72]. L'Amérique a une autre chance d'agir éthiquement «to make us an offer, not so much generous as just, using their financial strenght not as an instrument to force us to their will, but as a means of making it possible for us to participate in arrangements which we ourselves prefer on their merits if only they can be made practicable for us» [Ib., p. 272].

Le danger se cache plutôt dans la *Tentation*; à savoir, pour faire face au déficit totale de la Grande Bretagne (au moins 2000 millions de livres sterling) l'acceptation d'une offre de prêt (5-8 milliards de dollars, le chiffre qui donnerait à Londres une «real liberty of action», qui lui permettrait «to offer from the start the full multilateralism of trade and exchange which will be the best inducement to the Americans to fall in with our proposals» [Ib., p. 276]) au taux de 2.5%, qui conditionnerait Londres à un *free multilateral clearing* immédiat dans la *sterling area*, à la conversion des *pre-zero hour sterling balances*, à l'implémentation de l'Article VII à l'Américaine (le *free trade* sans discrimination), ainsi qu'à l'épuisement de n'importe quelle obligation descendant du *Lend Lease*. La *Tentation* transformerait les dettes britanniques envers des pays différents dans une seule, gigantesque, dette envers les États-Unis. La raison la plus importante pour refuser l'accord est toutefois «incommensurable in terms of cash» [Ib., p. 278]: il fallait éviter «an outrageous crown and conclusion of all that has happened». «The sweet breath of Justice between partners, in what had been a great and magnanimous enterprise carried to overwhelming success, would have been sacrificed to some false analogy of “business”» [Ib., p. 279]. Keynes propose donc aux États-Unis l'alternative de la *Justice*: l'«approach of a general re-consideration of the proper burden of the costs of the war» [Ib., p. 280], qui permettrait, seul, aux Britanniques «to be their partners and coadjutors» [Ib.]. Le plan Keynes prévoit le don américain des 3 milliards qui avaient été dépensés par Londres avant l'entrée en vigueur du *Lend Lease*: c'est un *lend lease* rétroactif, qui fait justice des profits gagnés par l'Amérique avec la production d'armements pour la Grande-Bretagne. Ce chiffre permettrait à Londres de s'engager dans une convertibilité *de facto* de la livre sterling et dans la conversion graduelle des *sterling balances*, selon un plan assez ingénieux élaboré par Keynes afin de répartir les coûts de la guerre. Une partie des *sterling balances* devrait être effacée pour la *common cause*; une autre, financée par Londres au taux de 2% à partir de cinq ans après la fin de la guerre; une partie sera par contre

convertie pour réduire les déficits commerciaux. En plus, Washington devrait accorder un prêt de 5 milliards au taux nominal et avec des conditions facilitées.

Le don monterait donc à 1630 millions de livres sterling (750 par les Américains, 880 par la *sterling area*); les prêts américain et canadien (5000 millions de dollars et 700 respectivement, 1500 millions de livres sterling au total) seront restitués avec un intérêt de 15 millions par an, à partir de cinq ans et par des remboursements de 30 millions par an. «We might deem this to be sufficient justice. Nevertheless we should still remain the only country in the Alliance left at the end of the war with its overseas earnings heavily mortgaged as a result of it – most of the others would still find themselves in substantial profit at our expense. We should still have fought, so to speak, as the only non-mercenaries» [Ib., p. 289]. La dernière partie du mémorandum contient les indications keynésiennes pour présenter aux Américains le plan avec succès. Le don est demandé parce qu'il s'agit d'un instrument pour "liquider les conséquences financières de la guerre". Il est de même légitime, puisque «[i]t enables them to dispose over a period of a foreign surplus far below what they are likely in any case to develop, a surplus of which in any case they will have to find means of riddance»; c'est-à-dire, le don présenterait des coûts assez faibles pour l'Amérique. Ce n'est que le prix de 15 jours de guerre, au fond: «to forgo good prospects for the sake of this saving would be surely to spoil the ship of Victory and Peace for a coat of paint. Is there any alternative way in which they can get better value? [...] They will never have a better chance of a wise act at so modest a cost» [Ib., p. 292]. Enfin, la largesse américaine aura des effets très remarquables pour le *settlement* des dettes de la *sterling area*, en poussant les Dominions, en particulier, à s'assumer leur responsabilité pour la guerre et pour le système de l'avenir. Il y avait une troisième voie, entre la Justice et la Tentation: à savoir, un prêt de 8 milliards de dollars à des conditions favorables pour Londres (celles prévues, dans la *Justice*, pour le prêt de 5 milliards). Toutefois, «politically and psychologically» [Ib., p. 293], la *Justice* est à préférer, vu que, dans le cas contraire, «The Americans would have lost the sens of magnanimity for a financial benefit which is useless to them and even perhaps injurious. This variant would only appeal to those who believe that their duty to God and to mankind requires that every action must be at least dressed up to look like "business"» [Ib.].

6. Justice to us and justice for U.S. L'échange de lettres entre Keynes et Brand

Keynes avait envoyé son mémorandum à Robert Brand, qui était à Washington au printemps 1945. Brand [1945-1] avait observé que le problème était simple: repérer des ressources en don ou en prêt, en limitant le volume du transfert à ce que le pays pouvait réellement se permettre. La question de choisir la stratégie pour obtenir ce résultat, par contre, était d'une complexité rare. «Clearly it is Justice that we should be relieved from a large part of our intolerable burden» [Ib., p. 307]; mais ce que Keynes demandait «may well be Justice on the assumption that she *ought* to have come into war when we did» [Ib.], et les États-Unis n'auraient jamais reconnu cette obligation. «We can say that what you propose the United States should do, plus what we ask the holders of sterling balances to do, is, taken as a whole, something like Justice to us, and that as for the part we assign to the U.S. we ask it from her not because it is just but because she is rich and well able to do so, and because it is very much in her interests» [Ib.]. Il ne fallait pas soutenir que «what we propose is not only Justice to us, but also Justice for them [...] in a situation like this I feel that the saying of the nigger that "There ain't no justice nowhere" is amply justified» [Ib.]. Les Américains savaient que leur assistance avait sauvé la Grande-Bretagne, et que le Mutual Aid accordé par Londres aux

États-Unis n'avait pas joué un rôle si fort: «The American political leaders might well put a scheme forward before their own people as an act of Justice to us, but we could not do so, however true it might be» [Ib., p. 308]. Pour ces raisons, Brand aurait renoncé à réclamer un *lend lease* rétroactif: «If they were to give it, the Americans would certainly regard it as an act, not of justice, but of generosity» [Ib.]. C'était mieux de demander «something that looked a little less like a free gift» [Ib.]: par exemple, les États-Unis auraient pu prendre en charge une partie des *sterling balances*, en élargissant ainsi l'ensemble des bénéficiaires.

Keynes n'était pas disposé [Keynes, 1945-3] à laisser tomber la cause de la justice: «[t]here are some people to whom the argument from Justice will appeal. But, even they will be extremely anxious that there should be an argument from the self-advantage of the U.S.A.» [Ib., p. 313]. Sa préférence pour un *free gift* était forte, il admettait; avec la "solution Brand" («very definitely a second-best», [Ib., p. 314]), les Américains auraient dû renoncer à utiliser, dans l'avenir, la *sterling area* pour leurs commerces, et la Grande-Bretagne ne pourrait pas disposer de la liberté d'action autrement garantie par le crédit de 5 milliards, que Keynes espérait de ne pas toucher, au moins au début, sauf pour des urgence. Londres n'aurait pas pu assurer «that measure of convertibility, which is the main prize they can attain by falling in with our ideas» [Ib.]. «[N]othing would suit us better than the rejection of Bretton Woods» [Ib., p. 315] – affirmait Keynes – qui oblige la Grande-Bretagne au *free trade* immédiat; ce qui renforce toutefois la cause du don, qui, seul, permettra à Londres de marcher «side by side» [Ib., p. 313] avec les États-Unis. Brand [1945-2] proposa alors de se rapporter à une sorte de «general reconstruction plan» [Ib., p. 318]; la Grande-Bretagne aurait dû convaincre le monde du fait que «what we are asking for is not generosity, for which we ought to feel undying gratitude, but only justice» [Ib.]. La Grande-Bretagne était en ce moment-là, suggérait Brand, une entreprise qu'on devrait reconstruire avec le soutien de financements nouveaux; les investisseurs nécessitent de garanties sur la liquidation des engagements antérieurs. Mais on n'avait pas de garanties, dans le cas concret, et l'investisseur principal était traité de la même manière que les autres créiteurs. Les États-Unis voulaient s'assurer du fait que les créiteurs de la *sterling area* allaient prendre en charge des responsabilités semblables au regard de l'*entreprise*: «[w]hy should they expect to get all their money back when it is apparent that we shan't get any of it back at all?» [Ib., pp. 319-20], ils se demanderont. Mais Keynes refusait la métaphore [Keynes, 1945-5]: la Grande-Bretagne n'était pas un banquier qui vivait au dessus de propre moyens. Le souci américain pour les créiteurs de la *sterling area* était un avantage pour Londres, dont il fallait profiter: «the \$3 billion from the U.S. should be matched by cancellations by the sterling creditors of an at least equal amount» [Ib., p. 324].

Keynes espérait éviter «anything in the nature of a specific bargain» [Ib.], en ce qui concernait le passage de la Grande-Bretagne au *free trade*. En tout cas, en dépit du don, les Américains «would fail to get, here and now, the kind of post-war world they want» [Keynes, 1945-4; p. 328]. Toutefois, «[t]o that extent what we should be offering is unquestionably in the nature of a *bargain*» [Ib.], mais la contrepartie n'était pour Londres que la liberté de marcher *side by side* avec les États-Unis. Brand [1945-3] souleva alors un autre problème: «The \$3 billion free gift is indeed the crux of the problem, and the core of the whole plan. My own feeling is that a free gift will in any circumstances be extraordinarily difficult to obtain. At any rate it would require an atmosphere totally different from anything like the present one. [...] it would require a sort of inner appreciation of our position and what would be in our case "justice" in the minds of the American public, and of Congress, which they are very far from possessing

now» [p. 332]. Dans une lettre précédente, Brand avait affirmé correctement que le monde était «a very small place» [Brand, 1945-1; p. 307], où Londres aurait eu des difficultés à repérer d'autres ressources, si les Américains n'étaient pas disposés à l'aider. «I must confess, however, that the more one contemplates the problem the more difficult it seems to get in any sense free, as I so much wish to do, from financial dependence on this country» [Brand, 1945-4; p. 338]. Keynes [1945-7] répondait que le don devait rester «our opening gambit» [Ib., p. 339]: «[i]f America insists on remaining on a strictly economic basis, that makes it harder for the others to depart from it. I attach predominant importance to this psychological atmosphere of the free gift» [Ib., p. 340].

En mai, Keynes rencontrait les représentants Canadiens, qui croyaient que «the mixture of a grant and a loan might be difficult to get, unless the grant were linked to the highest political and economic objectives, possibly even territorial adjustments, since the Americans were "shy of acting as a permanent Christmas tree» [Moggridge, 1992; p. 789]. Toutefois, «when Keynes, half playfully, suggested that the Canadians might prefer to accumulate sterling instead of lending dollars, he got courteous silence» (ib.). Keynes [1945-8] offrira les contenus de l'échange de lettre eu avec Brand à Eady, *second secretary* du Trésor. «In my opinion Brand is right up to a point that references to justice should be avoided, but only up to a point. The appeal to justice does not necessarily suggest any lack of generosity on the part of U.S. [...] I, on the other hand, think that too exclusive an appeal to American self-interest will be misjudged» [Ib., p. 360]. En d'autres termes: «What we shall be aiming at will be American assistance as a basis for a joint handling of the problem with a view to a liquidation, so far as possible, of the financial consequences of the war in so far as they affect and distort future international relations. [...] For U.S. the money at stake is of no consequence whatever. It is *entirely* a question of approach and of atmosphere, in short of diplomacy» [Ib., pp. 364-65].

Dans une lettre successive, Brand [1945-5] expliquait encore une fois que la *justice to us* n'aurait pas été considérée *justice for U.S.* (un don justifié par le retard de l'entrée en guerre des États-Unis). Il fallait reconnaître que «there is no way by which we can have justice done to us except by the U.S. helping on the largest possible scale out of its superabundant wealth, simply because there is no one else able to do it» [Ib., pp. 369-70]. En tout cas, un prêt qu'on ne pouvait pas soutenir aurait relevé de l'absurde, car la Grande-Bretagne n'aurait pu réaliser les objectifs du prêt à cause du service de la dette. «We could in addition», il continuait, «use all your arguments about the psychological effect on our sterling creditors, about the immense benefit to the U.S. from our joining the ranks of the convertible and so on. At very small cost they would be making a new world» [Ib., p. 370]. Mais c'était une erreur: «[w]hatever we may say, the Americans will always regard it as a great act of generosity on their part, for which we must always be grateful. There may be in fact little difference between a gift and a loan on exceedingly easy terms, but it will always be considered that there is a difference» [Ib.]. Les représentants britanniques devaient donc pousser les Américains à soutenir le plan «wholeheartedly and it is they who must put it forward as their own idea and support it with all their strength» [Ib.]. C'est la seule solution pour construire une chaîne de réciprocité qui implique les *sterling creditors* dans l'affaire. Les États-Unis, avec leur assistance, auraient démontré qu'il valait la peine de soutenir la "nouvelle entreprise britannique".

7. De l'American Gift à l'American Loan

Le 25 juin 1945, l'*Assistant Secretary of State* américain, Clayton, dira au *Secretary of the Treasury*, Vinson (il s'agit des personnages-clé des négociations de l'*American loan*): «It would be quite unwise... to consider making Britain an outright gift... It would be unwise even to supply the funds as credit without laying down conditions that would insure a sound advance towards our post-war objectives» [reporté par Skidelsky, 2000; p. 397]. Le plan américain contemplait une assistance limitée au prêt de 2-3 milliards de dollars avec un taux d'intérêt réduit, et une échéance trentenaire. En échange, la Grande-Bretagne aurait dû démanteler le *dollar pool* de la *sterling area*, financer ses dettes envers les Dominions et éliminer la préférence impériale. Pendant l'été, Keynes écrivit son mémorandum *Our Overseas Financial Prospects* [Keynes, 1945-9] qui devait servir comme base pour les négociations. Dans le document, l'alternative de la Tentation avait disparu; choisir entre le *Starvation Corner* et la *Justice* signifiait choisir entre une solution étroitement britannique et un effort partagé par tous les pays du monde. Le *Starvation Corner* conduirait vers «an unnatural pattern of international trading relations» [Ib., p. 385], même si les Britanniques «would do our utmost to minimise causes of friction and to use no more discrimination than is inherent in a system where trade is limited and conditioned by the separate availability of payment facilities» [Ib., p. 384]. L'assistance américaine était *de facto* une condition nécessaire pour la liquidation des *sterling balances*: les États-Unis auraient probablement conditionné, justement, leur soutien au fait que «the sterling area countries also play their fair part in liquidating the financial consequences of the war so as to bring the burden which we (and we alone) will continue to carry within tolerance» [Ib., p. 392]. Donc, l'*unreleased portion* des *sterling balances* n'aurait pas été chargée d'intérêts.

Keynes demandait donc un don de 5 milliards aux Américains, en expliquant qu'il était «inconceivable that the people of the United States can be influenced in their decision, one way or the other, by the sum of money at stake. It cannot be the money that matters» [Ib., p. 397]. Transformer le don en crédit «would be a repetition of what happened after the last war and a cause of further humiliation and Anglo-American friction» [Ib., p. 409]. Un *bargain* était nécessaire, car les États-Unis n'accepteront jamais «the true forces of our case, not only in our own interest but in the interests of the United States and the whole world» [Ib., p. 409-10]. Pour éviter une «financial Dunkirk», il fallait promettre le soutien à la cause du *free trade*: «it is asking too much of human nature, and certainly of American nature, to suppose that the United States would give us large-scale financial assistance without any present commitments on our part whether, having escaped from our immediate difficulties through this aid, we should or should not walk in step with them so far as international economic policies are concerned for the future» [Keynes, 1945-10; p. 413]. Keynes tirait son optimisme de la vision contenue dans les *Economic Possibilities for Our Grandchildren* [Keynes, 1930]: «Beyond question we are entering into the age of abundance. [...] The time may well come – and sooner than we yet have any right to assume – when the sums which now overwhelm us may seem chicken-feed, and an opportunity to get rid of stuff without payment a positive convenience» [Keynes, 1945-10; p. 411]. Pour obtenir le don américain, toutefois, les Britanniques devaient en posséder un autre: «“the gift of breaking off”, and be ready, if necessary, to come home unsuccessful» [Ib., p. 418]. En août, Truman annonçait la fin du *lend lease*, et le Stage III allait commencer; Keynes était le leader du *team* britannique chargé des négociations avec les Américains. Très rapidement, il deviendra clair que la Grande-Bretagne ne possédait pas *The gift of breaking off*.

Keynes accepta la suggestion de Brand: «we should let it [*la nécessité d'un don*] appear from the strength of our case, as we developed it, that this was the one really satisfactory way of dealing with the situation, but that we should let the Americans come to this, rather than make the suggestion ourselves» [Keynes, 1945-11; p. 423]. Dans une lettre à Eady, au début de septembre, juste avant son arrivée à Washington, Keynes [1945-12] affirmait désormais d'être «increasingly doubtful about the prospect of a straight grant-in-aid. There will have to be some camouflage» [Ib., pp. 425-26]. Dans la conférence de presse du 12 septembre, Keynes [1945-13] parla de la fatigue britannique, qui était probablement la sienne aussi. La collaboration des États-Unis est requise pour parvenir à l'expansion générale du commerce, tandis que un *commercial loan* ne peut être qu'une solution «extremely shortsighted if the absence of friction and bad feeling between our two countries is – as I hope it is – one of our principal aims» [Ib., p. 464]. Encore une fois, les *Economic Possibilities for Our Grandchildren* se montrent pour encourager la coopération: «[i]t would be absurd to suppose that the trouble a few years hence, either ours or yours, is likely to be due to an insufficient power to produce material goods» [Ib.]. C'était donc la tâche des deux puissances, celle d'offrir une solution aux problèmes économiques et financiers «of the world as a whole», en lui assurant une structure économique telle qu'il soit possible «to maintain full employment and good wages everywhere by means that do not beggar but, on the contrary, enrich our neighbours» [Ib.].

Moggridge rappelle l'erreur commise par la délégation britannique le 13 septembre, au moment où, après avoir expliqué que le déficit du pays dans l'après-guerre aurait remonté à 6 milliards de dollars, dans une séance du *Top Meeting*, Keynes [1945-14] confronta le sacrifice soutenu par les Britanniques et celui de l'Amérique pour relancer la cause de Londres, en utilisant les mots que Albert Speer avait prononcés dans une interview avec Nicholas Kaldor [voir à ce sujet Moggridge, 1992; p. 800]. Le document fut publié par la presse afin de produire des sentiments anti-britanniques; l'erreur fut reconnue par Keynes lui-même [Skidelsky, 2000; p. 413]. En outre, Londres n'avait pas attendu un «running in period» [Moggridge, 1992; p. 801] nécessaire pour donner aux négociateurs américains le temps de proposer une solution; ce qui était beaucoup plus grave, le gouvernement n'avait pas inséré des experts en matière commerciale dans la délégation. Clayton et Vinson déçurent Keynes le 26 septembre, en expliquant que un don n'était pas en question, et que le Congrès aurait soutenu Londres seulement s'il avait prévu des avantages commerciaux. Keynes remarqua la difficulté de négocier avec Clayton, dont la mentalité était «imbued with business analogies» [Keynes, 1945-15; p. 503]. Les Américains, Keynes écrivait au Chancelier Dalton, préféraient transformer le don en crédit, «and then dress it up so as to be as little onerous as possible» (p. 504). Il était sûr que le «[r]etrospective lend lease corresponding to what we spent here is, most certainly, not a good starter» (p. 505). Au début d'octobre, la solution de *first best* était devenue un prêt sans intérêt de 5 milliards, avec des remboursements prévus de 100 millions par an au maximum.

Les dimensions éventuelles d'un tel type d'assistance étaient considérables, comme le démontre l'attention prêtée par Keynes au plan White [Keynes, 1945-16], toutefois destiné à se révéler lui-même un *non-starter*. Les États-Unis auraient acquis la partie financée des *sterling balances* escomptée au 3% en cinquante ans, en offrant ainsi 2.5 milliards en tant que *free cash* aux créditeurs de l'*area*. «This would mean in effect that they would have made us a present of the three per cent interest representing the difference between the nominal value of

the sterling area funded debt and its present discounted value» [Ib., p. 534]. En plus, les États-Unis auraient fourni un crédit de 3 milliards sans intérêts. Londres aurait donc dû faire face à une dette de 5.5 milliards envers l'Amérique (au lieu de 5) et de 4 avec la *sterling area* (au lieu de 8). «[T]he plan is conceived on extremely generous lines. [...] The very fact that it is fancy gives it an imaginative and not purely financial aspect which might prove attractive to the general public» [Ib., p. 535]. Clayton et Vinson, toutefois, n'auraient jamais pris en considération la proposition de White. Lorsque le gouvernement britannique avait refusé n'importe quel prêt au lieu d'un don, Keynes écrivait à Dalton [Keynes, 1945-17] le "Nabob 177", pour résumer l'état des négociations.

«We came here in hope that we could persuade the U.S. to accept a broad and generous solution which took account of our financial sacrifices before U.S. entered the war and of President Roosevelt's principle of equality of sacrifice as well as of the post-war advantages to the U.S. of a settlement with us which would enable us to share world responsibilities with them free from undue financial pre-occupation and to join them in shaping the pattern of world commerce and currency on lines which would favour expansion and general prosperity. We thought of such aid as being at the best a free grant, failing that a partial grant, and at the worst an interest-free loan. A settlement on any of these lines would be intelligible to the British public as being free from commercial considerations and a grand gesture of unforgetting regard to us from a partner with whom our comradeship in the war has been of a very special intimacy. The difference between a settlement on any of these lines and one which tries to imitate, however feebly, a normal banker's investment is much greater than is represented by any increase in our future financial burden» [Ib., p. 547].

Keynes avait compris qu'il fallait se contenter d'un tel accord, obtenu dans un «business country where it is a moral duty and not merely a self-regarding act to make any money which the traffic will bear and the law allow» [Ib., p. 548]. Parmi les raisons indiquées pour accepter le prêt, la dernière est probablement la plus importante: «[o]ur rejection of it would undoubtedly be felt here as just one more reason for yielding to the temptation to withdraw into themselves with all the inescapable consequences of that to the future of the world» [Ib., pp. 554-55]. La faillite britannique était désormais proche. Keynes avait essayé de donner des raisons valables aux Américains pour les conduire à offrir un don [Keynes, 1945-18]: il distinguait entre l'*interest-bearing loan*, au bénéfice de Londres, qui lui aurait permis de rajuster la balance commerciale en déficit envers les États-Unis, et l'*interest-free loan*, au bénéfice du monde entier, qui avait le but de relancer le commerce mondial, libre et multilatéral, en permettant aux crédettes de Londres de recevoir des livres sterling convertibles librement pour des achats dans tout le monde. La Grande-Bretagne acceptera son rôle de *conduit pipe* (en étant «the channel through which that assistance is provided»), mais ne pourra pas tolérer que les conditions soient les mêmes pour deux aides qui doivent rester séparées. Les Américains avaient toutefois déjà décidé de limiter l'assistance globale à 3750 millions de dollars, auxquels s'ajoutaient 650 millions pour la liquidation du *lend lease*. Les intérêts remis en cas de réduction proportionnelle des dettes envers la *sterling area*, Londres n'aurait pas joui d'un renvoi pour les paiements.

Keynes intervint à la Chambre des Lords pour défendre l'*American Loan* le 18 décembre [Keynes, 1945-19]. Sa déception pour le don perdu était modérée par l'inclusion de l'*American Loan* dans le «first great attempt at organising international order out of the chaos of the war in a way which will not interfere with the diversity of national policy yet which will minimize the causes of friction and ill will between nations» (p. 608). Les regrets ne manquaient pas: la stratégie britannique, si approuvée, «would have given us the best of both worlds» [Ib., p. 608]. Le principe d'un «deferred lend lease for the time when we held the fort alone» [Ib., p.

609] n'avait pas obtenu la considération qu'il méritait de la part des Américains, même si sa réception, bien que partielle, avait conduit à l'accord. Keynes demandait à son gouvernement: «[i]ndeed, have we ourselves» accepté le principe d'*equal sacrifice*? [Ib.]. Les Américains préféraient s'occuper de l'avenir, plutôt que du passé; ce dernier ne peut pas être oublié, mais «in no phase of human experience does the past operate so directly and arithmetically as we were trying to contend. Men's sympathies and less calculated impulses are drawn from their memories of comradeship, but their contemporary acts are generally directed towards influencing the future and not towards pensioning the past» [Ib., p. 610]. Pour cette raison, ils avaient refusé de donner un «gigantestic gift» [Ib., p. 611]: les «future prospects of recovery and our intention to face the world boldly» étaient plus importants que les «past performance or our present weakness» [Ib.], sans doute ils désiraient une Grande-Bretagne forte.

Toutefois, Keynes ne se dispensait pas d'apporter des critiques: même si l'*American Loan* démontrait la largesse des États-Unis, «I shall never so long as I live cease to regret that this is not an interest-free loan. The charging of interest is out of tune with the underlying realities. It is based on a false analogy» [Ib., p. 613]. Heureusement, le prêt n'allait pas couvrir des engagements passés, mais la consommation britannique de l'après-guerre, et le pouvoir d'achat ainsi accordé n'était pas limité par l'obligation de dépenser les ressources nouvelles aux États-Unis. Donc, on n'avait pas répété l'erreur commise pendant le premier conflit, même si on n'avait pas décidé pour la «blam and sweet simplicity of no per cent» [Ib., p. 617]. Il s'agit d'un «newly-trod path, which points the right way. We are attempting a great step forward towards the goal of international economic order amidst national diversities of policies» [Ib., p. 621]. La nouvelle structure économique internationale évitera «the disastrous consequences of a *laissez-faire* system which pays no direct regard to the preservation of equilibrium and merely relies on the eventual working out of blind forces» [Ib.]. Le vote pour l'*American Loan* était une vote contre l'«hostile world, where trade has ceased over wide areas to be co-operative and peaceful and where are forgotten the healthy rules of mutual advantage and equal treatment» [Ib., p. 623-24].

8. L'affaire Titmuss: une divagation sur le don moderne

Keynes n'obtint pas le don espéré. Puisqu'il s'agit d'un don "perdu", évidemment, l'*American Loan* n'a pas reçu la même attention qu'on a donnée à l'accord de *Lend Lease* ou bien au Plan Marshall. Karl Polanyi avait interprété le *lend lease* comme un exemple de la coexistence des formes dominantes et secondaires d'"institutionnalisation" des systèmes économiques concrètes. Le principe de la réciprocité coexistait, en tant que forme secondaire, avec la redistribution typique des sociétés archaïques; il fut réintroduit dans la situation d'émergence de la guerre sous forme justement de *lend lease*, dans des sociétés où le marché et l'échange dominaient [Polanyi, Arensberg and Pearson, 1957]. Perroux [1954] considérait le *lend lease* et le European Recovery Programme comme des "pseudo-gifts", à savoir les «[g]ifts [...] the explicit social aim of which is to procure some economic advantage to the giver, to the recipient, of course, and eventually also to third parties» [Ib., p. 3], fondés sur des «comprehensive and collective calculations which are the opposite of the specific and individual calculations that underlie loans of a private kind» [Ib., p. 2]. Bien que chargés de conséquences économiques et politiques positives, comme dans le cas du Plan Marshall, les pseudo-gifts de ce type invoquent un esprit de solidarité et "la réalité de la famille humaine". Il s'agit de violations manifestes du principe de Roy Harrod, "There exist no such thing as a free lunch". En ce qui concerne le Plan Marshall, «a shining landmark in the history of

international relations» [Bateson, 2004 (1968)] on rappellera l'étude par Wilton S. Dillon [2004 (1968)], qui traitait l'ERP comme un don fourni par une puissance, les États-Unis, qui n'avait pas laissé le *recipient* (en ce cas-là, la France) obéir aux règles – donner, recevoir, rendre – formulées par Marcel Mauss, à savoir, elle n'avait pas donné d'importance à la «French quest for reciprocity in their relationships with American donors» [Ib., p. 15]. En d'autres termes, le Plan Marshall ne configurait pas un système où chacun pouvait jouer le rôle de donneur potentiel.

Les économistes ne peuvent parler du don qu'avec de nombreuses difficultés. D'un côté, dans la littérature économique la plus récente, de nombreuses analyses ont paru qui recherchent «dans la tradition sociologique de quoi alimenter un renouvellement de la théorie de l'échange marchand» [Zenou, Batifoulier, Coordonnier, 1992; p. 917], mais «faute de véritablement clarifier leurs hypothèses sur la rationalité des acteurs [...] ou en transposant le principe d'économicité à l'analyse du don contre-don [...], ces auteurs [Akerlof, Leibenstein et Camerer en particulier] perdent la part de gratuité ou d'obligation qu'ils sous-entendent pourtant en invoquant le schéma de l'échange archaïque» [Ib., p. 918]. De l'autre côté, on invoque souvent les mauvais résultats de l'*International Aid* à témoigner la faillite où l'impossibilité du don (voir à ce sujet [Kanbur, 2003]). Les implications de l'étude de Marcel Mauss sont aujourd'hui de plus en plus traitées, probablement avec des bonnes raisons, dans un contexte de postmodernité (qui coïncide, ou bien commence, avec la fin de «l'époque où le fait d'être moderne devient une valeur déterminante» [Vattimo, 2000; p. 7]). Gudeman [2001], par exemple, a observé – en traitant le don dans une analyse de la réciprocité – que «[i]f the gift is an unstable or uncertain category that is only because it is "about" uncertainty itself – which makes it a preeminent category of any postmodern economics» [Ib., p. 473]. Selon Mirowski [2001], toutefois, «[t]he concept of "the gift" has been constitutive to any number of anti-neoclassical social theories in the twentieth century, but *all* the traditions that have relied upon it to explicate various forms of exchange have been ultimately vanquished *qua* social theory. [...] The reason is that the modern concept of "the gift" is itself incoherent, the weak link in the quest to define the "non-economic"» [Ib., pp. 433-34].

Un des cas les plus connus de don dans la société moderne est celui traité par le livre *The Gift* écrit par Richard Titmuss en 1971, qui a suscité un débat très intéressant autour de la question du don contemporain. Titmuss conduisit une étude désormais classique sur le don du sang, à la fin de laquelle il avait remarqué que le système britannique, qui empêchait la commercialisation du sang, était supérieur au *private market in blood* qui existait aux États-Unis. Il ne s'agissait pas d'une hiérarchie uniquement morale: «on four testable ethical criteria the commercialized blood market is bad. In terms of economic efficiency it is highly wasteful of blood; shortages, chronic and acute, characterize the demand and supply position and make illusory the concept of equilibrium» [Titmuss, 1971; p. 246]; il est inefficace d'un point de vue administratif; le coût du sang est de cinq à quinze fois plus élevé, par rapport au *voluntary system* britannique; enfin, ceux qui s'adressent au *private market in blood* ont plus de probabilité d'obtenir du sang "contaminé". Toutefois, ces résultats étaient introduits par d'autres considérations: «the commercialization of blood and donor relationships represses the expression of altruism, erodes the sense of community, [...] limits both personal and professional freedoms [le "dilemma" de Titmuss], [...] places immense social costs on those least able to bear them – the poor, the sick and the inept» [Ib., pp. 245-46]. Un premier compte rendu du livre était écrit par l'anthropologue Mary Douglas [Douglas, 1971]: «[i]nside [the study] it is another book, as it were, on Richard Titmuss's own social philosophy. [...] The

first is not as closely argued as the subject warrants. The second is a confused collection of slogans» [Ib., p. 499]. Selon Douglas, le sujet central du livre n'est pas, tout simplement, le don: Titmuss, faute d'une analyse sérieuse des *theoretical issues* du don, a oublié le rôle des intermédiaires, en se concentrant sur des «"stranger" relationships which encourage or discourage the intensity and extensiveness of *anonymous helpfulness* in society» [Ib., p. 500]; les références à Mauss n'étaient que des ornements «to decorate the reiterated theme that altruism is a very good thing» [Ib.].

Titmuss reçut en suite la critique du Prix Nobel d'économie en 1972, Kenneth Arrow. La *review* de l'économiste est riche d'intuitions, qui toutefois se rassemblent dans leur but commun de défendre l'"économie". Comme Douglas, Arrow souligne un paradoxe dans le travail de Titmuss: «[h]e is especially interested in the expression of impersonal altruism» qui est «as far removed from the feelings of personal interaction as any marketplace» [Arrow, 1972; p. 360]. Mirowski voit dans la "défense" de Arrow un exemple de "Futility Thesis" de l'économie néoclassique, à savoir l'«assertion that the world is so structured and interlinked that anything one might wish to accomplish will be offset – usually in some unexpected or unanticipated manner – returning you to the original situation» [Ib., p. 435]. Dans cette classe de thèses, une d'entre elles affirme que le don est impossible, et utilise à cet égard le débat contemporain sur l'existence de l'altruisme. Pour Arrow il est simplement impossible de considérer le don (*if it exists*, ajoute Mirowski) comme supérieur, économiquement, au marché. C'est là, au fond, la vraie question pour Arrow. En effet, bien que celui de l'efficacité économique n'est que un des trois critères pour comparer le *gift giving* et le marché, Arrow résout très rapidement les autres considérations, à savoir le don comme résultant de la volonté individuelle et en tant qu'élément déterminant de la cohésion sociale. Au "dilemma" de Titmuss, il répond que le marché, à la limite, ajoute une possibilité, plutôt que de les réduire. Le système des prix n'est pas universel, et «[t]o the extent that it is incomplete, it must be supplemented by an implicit or explicit social contract» [Ib., p. 357]. Arrow admet explicitement: «I do not want to rely too heavily on substituting ethics for self-interest. I think it is best on the whole that the requirement of ethical behavior be confined to those circumstances where the price system breaks down» [Ib., pp. 354-55].

Jacques T. Godbout, sociologue, un des intellectuels les plus connus du groupe du Mouvement Anti-Utilitariste en Sciences Sociales (MAUSS), considère le don traité par Titmuss comme un exemple de "don aux étrangers", un don typiquement moderne [Godbout, 2000]. Il partage en général la critique de Mary Douglas, et n'est pas d'accord avec Titmuss sur la possibilité pour l'état de promouvoir l'altruisme des citoyens en faisant appel à la solidarité entre étrangers: l'état peut rapidement devenir – et il l'est devenu en tant que *welfare state* dans les années glorieuses de l'après-guerre – un agent corrupteur du don, qui transforme les liens sociaux autrefois alimentés par les dons dans des droits "froids". Lorsque le livre de Titmuss traite uniquement le donneur, il finit par considérer des dons qui ne sont pas reçus. C'est toutefois cette différence initiale, la volonté du donneur d'offrir justement un don et non pas une marchandise ni un service, qui possède la capacité de changer le système, en rendant le *voluntary system* supérieur, même d'un point de vue économique, au marché privé. L'esprit du don, il ajoute, réussit à circuler grâce à cette différence. Parmi les "défenseurs" de Titmuss, on compte aussi le philosophe utilitariste (conséquentialiste) Peter Singer [1973]. Bien que le choix du mot "dilemma" est malheureux, il affirme, «there remains a real dilemma; for what Titmuss is really asserting is that a voluntary system fosters attitudes of altruism and a desire to relate to, and help, strangers in one's community» [Ib., pp. 314-15].

Singer "traduit" Titmuss comme suit: «I find it hardest to act with consideration for others when the norm in the circle of people I move in is to act egoistically. When altruism is expected of me, however, I find it much easier to be genuinely altruistic» [Ib., p. 319]. Selon Singer, Titmuss tout simplement admet que l'analyse économique ne peut être *value free*. Ce qu'on ne peut pas démontrer sans un recours aux questions de valeur c'est l'utilité sociale «involved in the possibilities for altruistic behavior which are lost when economic relations are substituted for voluntary donations. Here we must ask ourselves not "How can we obtain the most blood at the least cost?" but "What sort of society do we want?"» [Ib., p. 320].

L'éthique contemporaine est de plus en plus caractérisée par la volonté de "retrouver la communauté" [Vattimo, 2004], et la pensée de Singer en est un exemple tout à fait remarquable. Un des problèmes de la société moderne c'est évidemment celui d'être une société d'étrangers, ce qui fait obstacle à la coopération à tous les niveaux. Avec Godbout, on pourrait dire que l'état est loin d'en être une des solutions. Toutefois, la question reste: *What sort of society do we want?* D'un point de vue étroitement utilitariste, maintenir des inégalités trop fortes, par exemple, met en péril la tenue du système, à travers la transformation des exclus en ennemis. Surtout, ces inégalités empêcheront tout encouragement à la coopération réciproque [Singer, 1999]. Pour dépasser la *Cardinal Rule* de Hardin [1977] – *never ask a person to act against his own self-interest* – Singer invoque (en se référant à la perspective évolutionniste de Darwin, et en utilisant l'exemple fourni par Axelrod) des pratiques sociales qui peuvent récompenser ceux qui agissent au bénéfice des autres, et sanctionner les actes mauvais. Au fond, les règles de l'ICU de Keynes poursuivaient cette intention. Perroux (qui ne réussissait pas, d'ailleurs, à concevoir le don qu'en tant que système économique [Godbout, 2000]) croyait que les *capital transferts* qui ne sont pas annulés par des contreparties allaient se répandre dans le capitalisme de l'avenir, tout en promouvant un «training in solidarity: they will necessarily lead to the exploitation of an underlying layer of altruistic motives which are still dormant and uncultivated today and which it is perfectly unjustifiable not to make use of economically» [Perroux, 1954; p. 2]. Le "don de Keynes" semble aller plus loin.

9. De Keynes au monde

Dans les *Economic Possibilities for Our Grandchildren* (un défi brillant au principe de Harrod sur l'impossibilité des *free lunches* [Peacock, 1993]), Keynes récupérait et renouvelait une tradition de Mill et Marshall, en revenant sur la question du lien entre croissance économique et enrichissement moral. Le progrès économique, disait-il, aurait démontré, avec sa résolution, que «the economic problem is not – if we look into the future – *the permanent problem of the human race*» [Keynes, 1930; p. 326]. En attendant cette révolution, il fallait éviter «to overestimate the importance of the economic problem, or sacrifice to its supposed necessities other matters of greater and more permanent significance. It should be a matter for specialists – like dentistry. If economists could manage to get themselves thought of as humble, competent people, on a level with dentists, that would be splendid!» [Ib., p. 332]. Le problème économique («the problem of want and poverty and the economic struggle between classes and nations»), il dira dans une autre occasion, est «transitory» et «unnecessary» [Keynes, 1931-2; p. xvii]. Il vaut la peine de transcrire directement ses mots: «the day is not far off when the economic problem will take the back seat where it belongs, and that the arena of the heart and head will be occupied, or reoccupied, by our real problems – the problems of life and of human relations, of creation and behaviour and religion» [Ib.]. On l'a vu, Keynes destinait son

activité de négociateur international à la liquidation des conséquences financières de la guerre, à la réduction des tensions commerciales et monétaires entre les pays; à la résolution de la *struggle between nations*, car elle n'était que «a frightful muddle, a transitory and an unnecessary muddle». Keynes était "en guerre avec la guerre", comme le dirait Sahlins: son plan se composait des règles du "principe bancaire" de l'ICU, ainsi que de la liquidité additionnelle du *bancor*, qui aurait dû éliminer les tendances déflationnistes du *gold standard*, et des intuitions de la *General Theory*. Le problème économique au niveau international, toutefois, était loin de *prendre sa place à l'arrière*: l'accord de Bretton Woods avait rejeté son "Eutopie" [Keynes, 1942]. L'*American Gift* conçu par Keynes en était, on pourrait oser, la réponse implicite.

Dans les documents de l'ICU, Keynes affirmait clairement que l'assistance qu'il fallait demander aux États-Unis aurait dû être indirecte: la conséquence de la fondation d'un système international nouveau, inspiré à une *sounder political economy between all nations*». Bretton Woods, *de facto*, sépara les deux moments, qui dans la vision de Keynes coïncidaient. L'*American Gift* aurait dû, au fond, tester la volonté américaine d'établir un système qui possédait les caractéristiques de stabilité et d'égalité que Keynes voulait lui donner. On ne peut pas réduire sa fonction à celle d'un *opening gift*: l'*American Gift* incarnait l'esprit révolutionnaire de nouvel ordre keynésien. Keynes soulignait que le don ne présentait pas des coûts pour les Américains, car ils auraient dû en tout cas renoncer à leur surplus inutilisé: c'était le principe bancaire au travail. Chaque fois que les États-Unis, en tant que créiteurs du monde, indifférents à son destin, refusaient de jouer les règles du système ou d'y participer, Keynes menaçait un "retour à l'économie", ce qui signifiait en effet, aux conséquences économiques d'une coopération ratée; tout simplement, un retour au marché, mais avec la conscience d'avoir perdu une occasion de s'élever au-dessus. Le rappel au *schachtisme* servait aussi pour souligner ce mouvement, il n'était pas uniquement une "menace". La perte du don réassurait la domination de l'élément économique (malgré le contexte fortement "politique" de la guerre froide) dans les relations internationales, même si l'accord de Bretton Woods avait établi des règles nouvelles et significatives. On pourrait donc interpréter les mots d'éloge pour Adam Smith et la doctrine classique comme s'ils appartenaient à un univers différent de celui de l'*American Gift*: à savoir, celui de l'économique, au-dessus duquel Keynes n'avait pas réussi à amener le monde. Dans sa dimension étroitement économique, le système aurait pu en fait profiter des expédients à court terme prévus par Bretton Woods ainsi que de la *classical medicine* de long terme; surtout, du caractère erroné de la prévision d'une *dollar shortage*, et du fait que «Unless their internal, as well as their external, economic life is to become paralysed by the Midas touch, they will discover ways of life which, compared with the ways of the less fortunate regions of the world, must tend towards, and not away from, external equilibrium» [Keynes, 1946; p. 444].

Dans la conception de Keynes, le système économique international aurait établi un *modus vivendi* inspiré à la coopération en vue d'un objectif commun: la liberté de chacun de réaliser la prospérité en choisissant ses propres moyens, assurée par la limitation des effets négatifs causés par les ressources inutilisées, à savoir, par leur retour en circulation. C'est là un des buts du don: contraster l'accumulation du surplus. Si le don du sang de Titmuss était un don sans receveur, l'*American Gift* était un don sans donneur (à moins de considérer ceux offerts aux Alliés, et indirectement au monde entier, par "Lady Bountiful" comme les dons originaires). Comme le démontrait l'échange de lettres entre Brand et Keynes, l'élément obligatoire du don était absent: la question de la justice internationale n'était pas *at stake*, ni

les Américains étaient disposés à se soumettre aux liens sociaux au niveau international que la vision de Keynes impliquait. Il s'agissait uniquement d'une réciprocité marchande, sans obligation. La différence d'appréciation des dettes interalliées le démontre bien: Keynes considérait le *foreign lending* britannique dans le cadre du *gold standard* comme un idéal à promouvoir sous d'autres formes, et comptait la capacité de *borrowing* élevée de Londres parmi les succès les plus importants de son pays. Dans le *business character* des prêts américains, dans le refus de renoncer au surplus qui en dérive et de voir dans l'assistance financière d'autres éléments, qui dépassent la réciprocité parfaite de la restitution "commerciale" des prêts, il demeurait le refus d'établir un lien. Selon l'*American View of Debts* (l'éditorial de «New Republic»), la réduction des dettes n'est justifiée que par des raisons économiques; la question "morale" soulevée par Keynes n'était qu'une tentative de «veiling the controversy». On est assez loin de l'état d'«endettement mutuel positif» typique d'une relation de don [Godbout, 1994].

Suivons Godbout et son *Esprit du don*. Le don est un «attracteur étrange»: dans la vision de Keynes, l'*American Gift* aurait dû stimuler la coopération des créiteurs de la *sterling area*, en les conduisant à donner à leur fois. Le don réintroduit l'histoire dans les relations humaines [Gouldner, 1960], comme le rappelait Keynes en demandant le vote pour l'*American Loan*, là où il soulignait que les Américains avaient préféré penser à l'avenir, plutôt qu'au passé. Le don remet en question les différences entre *nous* et *eux*, en éliminant les ruptures: «le don est l'alternative à la dialectique du maître et de l'esclave». L'*attracteur étrange* sous-tend une logique d'inclusion, fondée sur l'axe largesse-reconnaissance, qui dépasse les mécanismes de l'extension de la démocratie. Singer nous rappelle que la reconnaissance qui caractérise les réseaux sociaux a été sélectionnée par l'évolution, et donc constitue une constante des sociétés humaines. Comme il n'y a pas de raisons particulières pour étendre cette proximité à tous les citoyens d'une nation, on peut affirmer que la nation n'est qu'une "communauté imaginée", qui n'existe pas indépendamment de la façon dont nous regardons à nous-mêmes. Il est donc possible de s'imaginer dans une communauté différente: ce que Singer appelle (pour souligner la rupture avec la considération des nations en tant qu'agents moraux) un *one world* [Singer, 2002], là où "les bonnes raisons de donner" qu'il avait dessinées dans son article *Famine, Affluence and Morality* [Singer, 1971] pourraient conduire. Singer a donc trouvé un moyen de transformer le don moderne, ou postmoderne, le don aux étrangers, dans le *starter* pour un monde nouveau: tout simplement, *expanding the circle*. Le "don de Keynes" aurait probablement ouvert une perspective nouvelle, en offrant une chance en plus à la cause du *one world*.

Bibliographie

CW = E. JOHNSON and D.E. MOGGRIDGE (eds.), *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, Macmillan, London, 1971

[Arrow, 1972] = K. ARROW, *Gifts and Exchanges*, «Philosophy and Public Affairs», Vol. 1, No. 4, Summer 1972, pp. 343-62

[Bateson, 2004 (1968)] = M. Bateson, *Introduction*, in W. S. DILLON, *Gifts & Nations*, Transaction Publishers, New Brunswick (USA) and London (UK), 2004 (1968), pp. 1-5

[Brand, 1945-5] = *Letter from R. H. Brand*, CW XXIV, pp. 369-71, (23 June 1945)

[Brand, 1945-4] = *Letter from R. H. Brand (Stage III)*, CW XXIV, pp. 335-38, (23 May 1945)

[Brand, 1945-3] = *Letter from R. H. Brand (Stage III)*, CW XXIV, pp. 330-35, (14 May 1945)

[Brand, 1945-2] = *Letter from R. H. Brand*, CW XXIV, pp. 318-23, (25 April 1945)

- [Brand, 1945-1] = *Letter from R. H. Brand*, CW XXIV, pp. 306-10, (5 April 1945)
- [Carr, 1982] = W. CARR, *John Maynard Keynes and the Treaty of Versailles*, in A. P. THIRLWALL (ed.), *Keynes As a Policy Adviser*, Macmillan, London, 1982, pp. 77-108
- [Cesarano, 2001] = F. CESARANO, *Gli accordi di Bretton Woods. La costruzione di un ordine monetario internazionale*, Laterza, Roma-Bari, 2001
- [De Cecco, 1977] = M. DE CECCO, *The Last of the Romans*, in R. SKIDELSKY (ed.), *The End of the Keynesian Era. Essays on the disintegration of the Keynesian political economy*, 1977, pp. 18-24
- [Davidson, 2002] = P. DAVIDSON, *Globalization*, «Journal of Post Keynesian Economics», Vol. 24, No. 3, spring 2002, pp. 475-92
- [Dillon, 2004 (1968)] = W. S. DILLON, *Gifts & Nations*, Transaction Publishers, New Brunswick (USA) and London (UK), 2004 (1968)
- [Douglas, 1971] = M. DOUGLAS, *Review of The Gift Relationship: From Human Blood to Social Policy*, «Man» (New Series), Vol. 6, No. 3, September 1971, pp. 499-500
- [Elcock, 1975] = H. ELCOCK, *J. M. Keynes at the Paris Peace Conference*, in M. KEYNES, *Essays on John Maynard Keynes*, Cambridge University Press, London-New York, 1975, pp. 162-76
- [Ferrari Bravo, 1990] = G. FERRARI BRAVO, *Keynes. Uno studio di diplomazia economica*, Cedam, Padova, 1990
- [Godbout, 2000] = J. T. GODBOUT (avec A. Caillé), *L'esprit du don*, Paris, La Découverte, 2000
- [Godbout, 1994] = J. T. GODBOUT, *L'état d'endettement mutuel*, in «La revue du MAUSS semestrielle», No. 4, 1994, pp. 205-19
- [Gouldner, 1960] = A. GOULDNER, *The Norm of Reciprocity: A Preliminary Statement*, «American Sociological Review», Vol. 25, No. 2, April 1960, pp. 161-78
- [Gudeman, 2001] = S. GUDEMAN, *Postmodern gifts*, in S. CULLENBERG, J. AMARIGLIO and D. F. RUCCIO (eds.), *Postmodernism, Economics and Knowledge*, Routledge, London and New York, 2001, pp. 459-74
- [Hardin, 1977] = G. HARDIN, *The Limits of Altruism. An Ecologist's View of Survival*, Indiana University Press, Bloomington and London, 1977
- [Harrod, 1952] = R.F. HARROD, *The Life of John Maynard Keynes*, Macmillan, London, 1952
- [Ikenberry, 1993] = G. J. IKENBERRY, *Creating Yesterday's New World Order: Keynesian "New Thinking" and the Anglo-American Postwar Settlement*, in J. GOLDSTEIN and R. O. KEOHANE, *Ideas and Foreign Policy. Beliefs, Institutions, and Political Change*, Cornell University Press, Ithaca and London, 1993, pp- 57-86
- [Kanbur, 2003] = R. KANBUR, *The Economics of International Aid*, Paper prepared for the Handbook on "The Economics of Giving, Reciprocity and Altruism," edited by Serge Christophe-Kolm and Jean Mercier-Ythier, North-Holland, November 2003, <http://www.arts.cornell.edu/poverty/kanbur/HandbookAid.pdf>
- [Keynes, 1946] = JMK, *The Balance of Payments of the United States*, CW XXVII, pp. 427-46, June 1946
- [Keynes, 1945-19] = JMK, *From House of Lords Debates*, CW XXIV, pp. 605-24, 18 December 1945
- [Keynes, 1945-18] = JMK, *Letter to F. M. Vinson*, CW XXIV, pp. 585-86, 6 November 1945
- [Keynes, 1945-17] = JMK, *Letter to H. Dalton (NABOB 177)*, CW XXIV, pp. 547-55, 18 October 1945
- [Keynes, 1945-16] = JMK, *Letter to Sir Wilfrid Eady (Dr. Harry White's Plan)*, CW XXIV, pp. 531-35, 5 October 1945
- [Keynes, 1945-15] = JMK, *Letter to H. Dalton (The Terms of Assistance)*, CW XXIV, pp. 502-508, 26 September 1945
- [Keynes, 1945-14] = *U.S.-U.K. Economic Negotiations Top Committee. Minutes of a meeting of the Top Committee held in the Board Room of the Federal Reserve Board, Constitution Ave., on 17 September 1945 at 4 p.m.*, CW XXIV, pp. 480-84, 17 September 1945
- [Keynes, 1945-13] = JMK, *Statement by Lord Keynes at Press Conference: 12 September 1945*, CW XXIV, pp. 460-66, 12 September 1945
- [Keynes, 1945-12] = JMK, *Letter to Sir Wilfred Eady and others (Proposals for Financial Agreements in the Sterling Area and Between the U.S. and the U.K. to Follow After Lend Lease)*, CW XXIV, pp. 425-52, 4 September 1945

- [Keynes, 1945-11] = *Forthcoming Discussion with the United States. Record of a Meeting of Ministers held at No. 10 Downing Street, on Thursday, 23 August 1945 at 10.15 p.m.*, CW XXIV, pp. 420-25
- [Keynes, 1945-10] = JMK, *Letter to Sir Wilfrid Eady and others*, CW XXIV, pp. 412-19, 16 August 1945
- [Keynes, 1945-9] = JMK, *Our Overseas Financial Prospects*, CW XXIV, pp. 398-411, 13 August 1945
- [Keynes, 1945-8] = JMK, *Letter to Sir Wilfrid Eady, and others*, CW XXIV, pp. 360-61, 13 June 1945
- [Keynes, 1945-7] = JMK, *Letter to R. H. Brand (Stage III and the twilight of Lend Lease)*, CW XXIV, pp. 339-43, 30 May 1945
- [Keynes, 1945-6] = JMK, *Overseas Financial Policy in Stage III*, CW XXIV, pp. 256-95, 15 May 1945
- [Keynes, 1945-5] = JMK, *Letter to R. H. Brand (Stage III Your letter of 25 April)*, CW XXIV, pp. 323-27, 3 May 1945
- [Keynes, 1945-4] = JMK, *Letter to Lord Beaverbrook*, CW XXIV, pp. 328-30, 27 April 1945
- [Keynes, 1945-3] = JMK, *Letter to R. H. Brand*, CW XXIV, pp. 310-17, 24 April 1945
- [Keynes, 1945-2] = *Stage III. Finance. Note of a Conversation in Lord Keynes's room on Wednesday, 7 March 1945*, CW XXIV, pp. 253-55, 7 March 1945
- [Keynes, 1945-1] = JMK, *Letter to R. H. Brand*, CW XXIV, pp. 248-50, 15 February 1945
- [Keynes, 1944-8] = JMK, *The Washington Negotiations for Lend Lease in Stage II*, CW XXIV, pp. 192-223, 12 December 1944
- [Keynes, 1944-7] = JMK, *Decisions of Policy Affecting the Financial Position in Stages II and III*, CW XXIV, pp. 114-26, September 1944
- [Keynes, 1944-6] = JMK, *Letter to T. Padmore (Statistics Bearing on the Dimensions of the United Kingdom's Problem of External Finance in the Transition)*, CW XXIV, pp. 75-97, 7 August 1944
- [Keynes, 1944-5] = JMK, *From a letter to Sir John Anderson*, CW XXIV, pp. 69-75, 21 July 1944
- [Keynes, 1944-4] = JMK, *The Problem of Our External Finance in the Transition*, CW XXIV, pp. 34-65, 12 June 1944
- [Keynes, 1944-3] = JMK, *From House of Lords Debates*, CW XXVI, pp. 9-21, 23 May 1944
- [Keynes, 1944-2] = JMK, *Letter to E. R. Stettinius*, CW XXIV, pp. 27-30, 18 April 1944
- [Keynes, 1944-1] = JMK, *Notes on External Finance in the Post-Japanese-Armistice Transitional Period*, CW XXIV, pp. 1-18, 11 January 1944
- [Keynes, 1942] = CW XXV, *Appendix 1 (Changes from Draft of 4 August 1942 in Version Sent to H. D. White on 28 August 1942)*, pp. 449-52
- [Keynes, 1941-5] = JMK, *Proposals For an International Currency Union*, CW XXV, pp. 40-66, 18 November 1941
- [Keynes, 1941-4] = JMK, *Post-War Currency Policy (Proposals For an International Currency Union)*, CW XXV, pp. 21-33, 8 September 1941
- [Keynes, 1941-3] = JMK, *Letter to Sir Kingsley Wood*, CW XXIII, pp. 140-43, 22 June 1941
- [Keynes, 1941-2] = JMK, *Letter to Lord Catto and Sir Horace Wilson*, CW XXIII, pp. 60-62, 2 April 1941
- [Keynes, 1941-1] = JMK, *Letter to Sir Richard Hopkins (Greek Financial Imbroglia)*, CW XXIII, pp. 33-40, 31 January 1941
- [Keynes, 1940-7] = JMK, *Letter to P. Waterfield*, CW XXIII, pp. 30-32, 6 December 1940
- [Keynes, 1940-6] = JMK, *Notes for U.S.A.*, CW XXIII, pp. 13-26, 27 October 1940
- [Keynes, 1940-5] = JMK, *Letter to B. Bracken*, CW XXII, pp. 180-82, 11 June 1940
- [Keynes, 1940-4] = JMK, *Handed to the Chancellor of the Exchequer*, CW XXII, pp. 176-80, 11 June 1940
- [Keynes, 1940-3] = JMK, *The Mobilisation of Our Foreign Resources As a Weapon of War*, CW XXII, pp. 174-76, 4 June 1940
- [Keynes, 1940-2] = JMK, *Allied Exchange Policy*, CW XXII, pp. 172-74, 30 May 1940
- [Keynes, 1940-1] = JMK, *Exchange Control and Exchange Policy*, CW XXII, pp. 163-71, 24 May 1940
- [Keynes, 1939] = JMK, *Notes on the War for the President*, CW XXII, pp. 23-29, 2 November 1939
- [Keynes, 1932-2] = JMK, *A British View of Mr Hoover's Note*, CW XVIII, pp. 382-86, 12 December 1932

- [Keynes, 1932-1] = JMK, *The Economic Prospects 1932*, CW XXI, pp. 39-48, 8 January 1932
- [Keynes, 1931-2] = *Preface to Essays in Persuasion*, CW IX, pp. XVII-XIX, 8 November 1931
- [Keynes, 1931-1] = JMK, *The End of the Gold Standard*, CW IX, pp. 245-49, 27 September 1931
- [Keynes, 1930] = JMK, *Economic Possibilities for Our Grandchildren*, CW IX, pp. 321-32, 11 and 18 October 1930
- [Keynes, 1928-2] = JMK, *From a letter to Mr Amberson*, CW XVIII, pp. 299-300, 17 May 1928
- [Keynes, 1928-1] = JMK, *The War Debts*, CW IX, pp. 47-53, 5 May 1928
- [Keynes, 1925] = JMK, *The Inter-Allied Debts*, CW XVIII, pp. 264-68, 10 January 1925
- [Keynes, 1919-7] = JMK, *The Economic Consequences of the Peace*, CW II, 1919
- [Keynes, 1919-6] = JMK, *Letter to C. E. Ter Meulen*, CW XVII, pp. 142-43, 18 November 1919
- [Keynes, 1919-5] = JMK, *Note on Financial Conference at Amsterdam, 13-15 October 1919*, CW XVII, pp. 128-29, October 1919
- [Keynes, 1919-4] = JMK, *Letter to Mr Kerr*, CW XVI, pp. 441-42, 10 May 1919
- [Keynes, 1919-3] = JMK, *Letter to Sir John Bradbury and to the Chancellor of the Exchequer*, CW XVI, pp. 437-40, 4 May 1919
- [Keynes, 1919-2] = JMK, *Draft for an Explanatory Letter to Be Addressed By the Prime Minister to the President, M. Clemenceau, and Signor Orlando*, CW XVI, pp. 431-36, 23 April 1919
- [Keynes, 1919-1] = JMK, *The Treatment of Inter-Ally Debt Arising Out of the War*, CW XVI, pp. 420-28, March 1919
- [Keynes, 1918] = JMK, *Following for Lord Reading from Chancellor of Exchequer*, CX XVI, pp. 274-85, 25 March 1918
- [Keynes, 1917] = JMK, *Note for McAdoo*, CW XVI, pp. 245-53, 20 July 1917
- [Mirowsky, 2001] = P. MIROWSKI, *Refusing the gift*, in S. CULLENBERG, J. AMARIGLIO and D. F. RUCCIO (eds.), *Postmodernism, Economics and Knowledge*, Routledge, London and New York, 2001, pp. 431-58
- [Moggridge, 1992] = D.E. MOGGRIDGE, *Maynard Keynes. An economist's biography*, Routledge, London-New York, 1992
- [Peacock, 1993] = A. PEACOCK, *Paying the Piper. Culture, Music and Money*, Edinburgh University Press, Edinburgh, 1993
- [Perroux, 1954] = F. PERROUX, *The Gift: Its Economic Meaning in Contemporary Capitalism*, Diogene, No. 6, Summer 1954, pp. 1-21
- [Polanyi, Arensberg and Pearson, 1957] = K. POLANYI, C.M. ARENSBERG, and H.W. PEARSON, *Trade and Market in the Early Empires: Economies in History and Theory*, The Free Press, Glencoe (Illinois), 1957
- [Ruggie, 1982] = J. G. RUGGIE, *International Regimes, Transactions, and Change: Embedded Liberalism in the Postwar Economic Order*, «International Organization», Vol. 36, No. 2 (*International Regimes*), Spring 1982, pp. 379-415
- [Singer, 2002] = P. SINGER, *One World: The Ethics of Globalization*, New Haven (CT), Yale University Press, 2002
- [Singer, 1999] = P. SINGER, *A Darwinian Left: Politics, Evolution, and Cooperation*, Weidenfeld and Nicholson, London, 1999
- [Singer, 1973] = P. SINGER, *Altruism and Commerce: A Defense of Titmuss against Arrow*, in «Philosophy and Public Affairs», Vol. 2, No. 3, Spring 1973, pp. 312-20
- [Singer, 1972] = P. SINGER, *Famine, Affluence, and Morality*, «Philosophy and Public Affairs», vol. 1, no. 1, Spring 1972, pp. 229-43
- [Skidelsky, 2000] = R. SKIDELSKY, *John Maynard Keynes. Fighting for Britain 1937-1946*, Macmillan, London, 2000
- [Thirlwall, 1982] = A. P. THIRLWALL (ed.), *Keynes As a Policy Adviser*, Macmillan, London, 1982
- [Titmuss, 1971] = R. M. TITMUSS, *The Gift Relationship: From Human Blood to Social Policy*, Allen & Unwin, London, 1971
- [Vattimo, 2004] = G. VATTIMO (a cura di), *Enciclopedia della filosofia*, Garzanti, Milano, 2004
- [Vattimo, 2002] = G. VATTIMO, *La società trasparente*, Garzanti, Milano, 2000

- [Williamson, 1983] = J. WILLIAMSON, *Keynes and the international economic order*, in D. WORSWICK and J. TREVITHICK (eds.), *Keynes and the modern world*, Cambridge University Press, Cambridge, 1983, pp. 87-113
- [Zenou, Batifoulier, Coordonnier, 1992] = Y. ZENOU, P. BATIFOULIER, L. COORDONNIER, *L'emprunt de la théorie économique à la tradition sociologique. Le cas du don contre-don*, «Revue économique», Vol. 43, No. 5, 1992, pp. 917-46